

**MOSCOU  
ET LA  
RÉVOLUTION  
ALLEMANDE**

**Un éreintement en règle  
des méthodes bolcheviques**

**HEINRICH LAUFENBERG  
FRITZ WOLFFHEIM**

Hambourg 1920  
(réédition en 1986 due à M. Vogt)

## I.

Tant qu'une politique pratique de la révolution a été menée à Hambourg, elle a été orientée vers la destruction de toutes les formes capitalistes en politique et en économie. C'est pourquoi elle a refusé dès le premier jour de valider ces méthodes pseudo-révolutionnaires qui, avec un mauvais usage de la force révolutionnaire des masses, aboutissent à remplacer une classe nationale d'entrepreneurs par une bande internationale de sangsues et d'exploiteurs. L'objectif de cette politique était de déchaîner totalement la force des masses, ligotées dans l'économie capitaliste et dans leurs organisations, et qui devaient créer elles-mêmes les organes d'un nouvel État et d'une nouvelle économie sur la base qui leur était fournie par l'histoire et la culture du peuple. Et de même que cette politique s'est engagée dans le soulèvement de Novembre pour la fondation de l'État prolétarien et la mise en place de l'organisation socialiste du travail, tandis que les partis des Indépendants et de la Ligue Spartacus subventionnés par le gouvernement de Moscou abandonnaient et trahissaient la révolution, à peine se présentait-elle, de même elle a mené, dans toutes les phases de l'effondrement qui a suivi, la lutte sans ménagements contre les agents à visage découvert ou bien déguisés du capital financier international.

Il va donc de soi que la politique hambourgeoise révolutionnaire constitue le point central des attaques et des invectives. Les augures piaillards des partis d'observance démocrate et social-démocrate, les fauteurs braillards de pogroms de la clique prussienne, les lévites de la guerre civile dans la Ligue Spartacus, tous ne se sont épargné aucune peine pour étouffer le plus haï et le plus dangereux de leurs adversaires sous un flot de calomnies. En vain! Malgré tous leurs efforts pour lui couper le souffle, l'orientation hambourgeoise gagne du terrain. Et quand dernièrement le Comité Exécutif de la soi-disant Troisième Internationale s'est adjoint ces Grâces de la décomposition capitaliste dans l'illusion téméraire de pouvoir, avec l'autorité de sa clique de bureaucrates, réserver une fin peu glorieuse à la politique hambourgeoise révolutionnaire, cette attitude désespérée n'empêchera pas le *tournant décisif* qui s'accomplit en ce moment *dans le mouvement révolutionnaire d'Allemagne*.

Le processus de révolutionnarisation d'une société comporte la concentration des énergies révolutionnaires dans le peuple et en même temps la liquidation des anciennes formations politiques qui étaient jusqu'alors des soutiens de la société. La séparation de l'aile la plus consciente des buts et la plus prête au combat d'avec le cadre et les poncifs d'une politique de parti sclérosée a commencé à l'intérieur du mouvement ouvrier, ce qui se manifeste par la décomposition de l'organisation-parti, décomposition qui ressort naturellement le plus fortement chez l'élément du groupe des partis révolutionnaires qui a été créé en dernier lieu, à savoir le Kommunistische Arbeiterpartei (KAP = Parti Ouvrier Communiste). Au déclin du pôle social-révolutionnaire de l'évolution sociale correspond un phénomène similaire au pôle opposé. C'est à l'intérieur du Deutschnationale Volkspartei (Parti populaire national-allemand), dont le nom est une couverture pour les aspirations dynastiques-particularistes d'une politique de parti qui est en contradiction la plus âpre avec les intérêts nationaux, que commence le désengagement des couches idéalistes les plus actives de l'intelligentsia, celles qui sont depuis toujours, en première ligne, les porteurs de l'idée nationale, et dont l'avant-garde reconnaît aujourd'hui que, dans le contexte général actuel, les objectifs nationaux ne peuvent être réalisés que par l'utilisation de moyens révolutionnaires. De ce fait, les travailleurs intellectuels sont entraînés dans le mouvement communiste car, dans celui-ci, les buts sociaux de la classe ouvrière se mélangent avec les nécessités nationales du peuple dans son entier.

Les deux ailes, le mouvement national-révolutionnaire et le mouvement social-révolutionnaire, sont dépendantes l'une de l'autre. Sans liaison organisationnelle immédiate, leur union politique se révèle dans la pratique par les lignes fondamentales communes de leur

orientation, lignes qui leur sont imposées par la situation. Ce n'est seulement qu'une coopération étroite entre les couches les plus actives des travailleurs manuels et intellectuels, entre ces facteurs déterminants pour un développement ultérieur de la révolution, qui crée la condition pour une nouvelle structure sociale, de même que ce n'est seulement que le début de cette structure qui permet la victoire sur tous les courants qui, en imitant les formes politiques et économiques du passé, aident à conserver, dans la décomposition révolutionnaire elle-même, les bases de l'existence des trafiquants, des escrocs et des parasites. Si donc la politique commune des travailleurs intellectuels et manuels doit jouer à plein, il est nécessaire pour les deux camps de débarrasser les tas de décombres du passé qui, en tant que bric-à-brac historique d'une idéologie en train de sombrer, font obstacle au nouveau devenir.

C'est à cette tâche indispensable, même si elle n'est pas agréable, que les explications qui vont suivre seront consacrées. Bien avant que le dernier congrès de la soi-disant Troisième Internationale ne se réunisse, son Comité Exécutif était intervenu de la manière la plus expresse en faveur du spartakisme dans les polémiques entre l'aile communiste et l'aile spartakiste du mouvement révolutionnaire en Allemagne. En conséquence, ce congrès a abouti à un diktat pour la révolution prolétarienne, diktat qui fait des méthodes russes actuelles, c'est-à-dire les méthodes du régime absolu de parti, un modèle prescrit pour tous les pays et qui réunit tous les partis rattachés sous le commandement souverain des instances moscovites selon une stricte centralisation. Le pays le plus économiquement arriéré de tous les pays ayant un mouvement ouvrier moderne doit être élevé au rang de pôle et d'instance dirigeante du mouvement révolutionnaire mondial. Aussi absurde et naïve que soit cette prétention, elle s'appuie sur une application conséquente du centralisme de parti et sur cette idéologie de parti qui a donné la période parlementaire précédente du mouvement ouvrier et dont les fractions révolutionnaires des travailleurs manuels mènent, au côté des travailleurs intellectuels, le dépassement et l'élimination, à condition qu'elles puissent se défaire de la tradition transmise de génération en génération de leur pensée fondée sur le parti politique.

## II.

La politique de toutes les couches dominantes a ses racines dans les conditions d'existence sociales de ces couches, et elle s'explique par ces conditions. Cela est aussi valable pour la dictature de parti des bolcheviks, qui existe pour le moment en Russie, que pour la bureaucratie tsariste auparavant. Étant donné qu'une organisation du pouvoir qui règne sur un peuple ne peut jamais être remplacée dans un premier temps que par une organisation du pouvoir du même type, même si elle est décidée à agir dans un sens opposé à la précédente, le despotisme du régime tsariste trouve sa continuité dans le despotisme de la machine de parti bolchevique, dont la prétention à être un gouvernement de la classe ouvrière pour la classe ouvrière demeure pour l'instant seulement une théorie et un "décret d'orientation", une qualification avec laquelle un admirateur du gouvernement soviétique justifie toutes ses lois. Mais, indépendamment de tous les bienfaits de la culture qu'ils peuvent promettre au peuple pour l'avenir, tous les despotismes portent en eux le caractère d'un instrument de domination qui vit en parasite dans la moelle du peuple. Ils ne peuvent qu'espérer ensuite se maintenir à la longue s'ils réussissent à favoriser et à concrétiser sous n'importe quelle forme les intérêts vitaux de l'ensemble du pays. La politique extérieure acquiert à ce propos une importance particulière pour la dictature de parti des bolcheviks. Dans la mesure où la politique étrangère tsariste était davantage qu'une simple politique militaire d'expansion, et où elle correspondait même aux nécessités intérieures de l'économie russe, le bolchevisme s'est vu également contraint de reprendre l'ancienne politique extérieure tsariste au point où le souverain de tous

les Russes l'avait laissée lors de sa sortie de la scène de l'histoire. Or cette contrainte de poursuivre le despotisme tsariste à l'intérieur, bien que ce soit par des moyens modifiés, et de reprendre la tradition du pouvoir tsariste à l'extérieur, empêche les bolcheviks de voir les pays appartenant aux civilisations de l'Europe centrale et occidentale autrement qu'il est possible de les voir à travers les lunettes teintées en rouge d'un nobliau russe. Théoriciens constructivistes comme ils le sont, ils se sont fabriqué de toutes pièces un stéréotype du monde qui convient parfaitement à l'exemple russe dans tous ses détails.

Alors qu'un homme comme *Lénine* était encore plongé dans le milieu culturel de l'Europe occidentale, et alors qu'il s'apprêtait précisément à y renoncer et à quitter la Suisse, il a imperturbablement prononcé ces fortes paroles selon lesquelles *la Russie pourrait certes commencer la révolution sociale, mais qu'elle ne serait pas capable de la mener à son terme*. Pour cela, il manquait en effet à ce pays toutes les conditions culturelles. Il ne représente pas un territoire économique cohérent en soi, avec un appareil de communications et d'administration correspondant au niveau des temps modernes, et il ne vit pas dans ses frontières un peuple uni. L'arriération de la production dans de vastes territoires du pays correspond au niveau culturel très bas de la population, qui est composée à presque 80% d'analphabètes. Abstraction faite de régions industrielles peu nombreuses et éparpillées, la faible densité du peuplement fit du strict centralisme tsariste une condition nécessaire de la cohésion de l'Empire sur le plan politique, militaire et de la technique d'administration.

Puisqu'il était impossible de mettre sur pieds d'emblée une économie communiste dans un pays à ce stade de développement, les cercles dirigeants d'un parti qui s'appelle communiste se virent obligés, justement pour cette raison-là, de reprendre en partie dans leur programme pratique immédiat, en dépit de leur position théorique fondamentale, des objectifs qui correspondaient à une économie capitaliste en cours de développement. Plus l'industrie était encore faible en Russie, et plus l'importance que possédait l'agriculture était naturellement prépondérante. Avec sa tentative pour résoudre la *question paysanne*, le tsarisme s'était acheté après 1905 un nouveau répit. Son incapacité à apaiser la faim de terres des paysans contribua presque encore davantage que la pression de la défaite dans la guerre mondiale au soulèvement général de l'année 1917. Cette fois aussi, la décision se trouvait à nouveau, comme dans la Révolution de 1905, uniquement entre les mains de la classe ouvrière, parce que le strict centralisme tsariste, l'état lamentable des moyens de circulation et toute la structure économique du pays, faisaient des quelques grandes villes et nœuds de communication importants les carrefours disponibles pour toutes les décisions politiques. C'est la raison pour laquelle le pouvoir revint finalement à ces couches de la population qui étaient en mesure de prendre possession de ces positions décisives. Mais, même après la chute du tsarisme et de la bourgeoisie, les anciens rapports sociaux continuèrent à agir. Si les couches victorieuses voulaient avoir leur propre politique étatique, elles ne le pouvaient qu'à condition de s'adapter aux besoins précisément de cette paysannerie qui, aujourd'hui comme hier, demeurait le facteur le plus important dans la société russe.

En 1905 déjà, les exigences pratiques de la politique révolutionnaire avaient réuni les sociaux-démocrates de gauche, qui s'appellent les communistes aujourd'hui, avec le parti paysan des socialistes-révolutionnaires. Depuis lors, il a existé une étroite alliance entre ces deux ailes du mouvement révolutionnaire. Au cours de l'insurrection d'Octobre 1917, qui porta le parti des bolcheviks au pouvoir et qui eut lieu à St Petersburg grâce au soulèvement en leur faveur de fractions de l'ancienne armée tsariste, ce sont les fils de paysans provenant d'Ukraine et se trouvant dans les régiments de la capitale qui décidèrent de la victoire. Lénine lui-même se voit obligé de reconnaître expressément dans ses derniers écrits que, après leur victoire, les bolcheviks durent, à l'encontre de leurs principes théoriques, assumer intégralement le *programme agraire des socialistes-révolutionnaires*, afin de le réaliser « grâce à la conquête du pouvoir politique par le prolétariat ». Monsieur Franz Jung, qui effectuait un

voyage littéraire à Moscou pour le compte du Parti Ouvrier Communiste, ce monsieur qui n'est pas très diplomate, mais qui est d'autant plus naïf, fait dire dans son rapport de voyage à un ouvrier russe ce que cela signifie certainement avec ces mots : « Les paysans veulent le pouvoir des conseils, mais pas le communisme ». En devant créer *quelques millions de nouveaux petits propriétaires paysans*, la "victorieuse révolution prolétarienne" organisait à la campagne des rapports économiques précapitalistes parce que les moyens d'exploitation faisaient défaut pour l'instant à une agriculture travaillant encore avec l'araire, y compris pour des formes de production relevant du capitalisme primitif, tandis que l'appétence à la propriété privée s'accroît de plus en plus, malgré tous les décrets d'orientation du gouvernement soviétique.

Les bolcheviks ont essayé en vain d'appliquer dans l'*industrie*, au niveau des villes, les méthodes économiques communistes qui sont restées pour eux de prime abord un échec en rase campagne. En ce qui concerne le stade productif atteint, les rares grands centres industriels dont la Russie dispose se rapprochaient avant le régime bolchevik des conditions des pays occidentaux, puisque les entreprises se trouvaient principalement entre les mains de capitalistes étrangers, et le fait justement que, dans les branches de production dont il est question, un nombre peu élevé d'entreprises géantes hautement performantes prédominait avait conduit à une concentration très poussée et homogène. Ces industries furent tout d'abord "nationalisées" par les bolcheviks grâce à l'un de leurs décrets d'orientation bien connus, sans qu'il existe un quelconque dispositif qui aurait pu assumer la gestion sociale de la production. La conséquence naturelle en fut une *socialisation sauvage* selon la forme où les *personnels d'entreprise* prennent possession des entreprises en chassant les dirigeants antérieurs et leurs assistants, pour les gérer comme étant leur propriété, mais de manière sociale. Jusqu'à ce que l'appareil d'État ait été à même de mettre de l'ordre dans ces bêtises, la lutte générale contre l'intelligentsia russe avait sévi, tandis que la forme localiste de la "socialisation" entraînait tout le mécanisme productif du pays vers une complète désorganisation. Ce n'est que lorsque les bolcheviks se mirent ensuite à confier la *gestion des industries* aux *syndicats centralisés*, qui s'adaptaient seulement maintenant au fondement de l'organisation d'entreprise, qu'ils purent alors prendre la direction des débris d'entreprises autrefois florissantes. Et il fallait d'autant moins penser depuis lors à un relèvement qu'il manquait pour cela non seulement les machines et les matières premières, mais aussi les travailleurs intellectuels indispensables, que, en tant qu'"ennemis de la révolution", l'on avait pour partie assassinés, pour partie mis à la porte. Il faut mettre le sabotage de ce relèvement essentiellement sur le compte de cette *lutte* fondamentale et organisée *contre l'intelligentsia*, qui se justifie si l'on veut être compté parmi la classe ouvrière. On ne peut pas comprendre et expliquer autrement pourquoi les simples enseignants d'école primaire eux-mêmes arrêtaient toute activité malgré le programme d'enseignement remarquable de Lounatcharski. La déliquescence presque complète de la production a contraint ultérieurement les bolcheviks à introduire *dans les usines une autorité et une discipline quasi militaires*. Ils en sont venus à nommer des directeurs d'entreprise avec les pleins pouvoirs dictatoriaux et ils ont même, afin d'éliminer radicalement toute opposition de la part des représentants du personnel, déclaré les conseils ouvriers comme contre-révolutionnaires et ils les ont presque complètement supprimés.

Une organisation de l'industrie qui exclut toute initiative et tout contrôle de la part des masses ouvrières elles-mêmes ne peut pas prétendre être considérée comme étant socialiste ou communiste. Elle remplace uniquement les propriétaires privés et les directeurs précédents par des *cliques bureaucratiques centralisées* qui soit appartiennent elles-mêmes au gouvernement de l'État, soit sont dépendantes directement de lui dans le système moscovite. Ces cliques bureaucratiques exercent essentiellement la même fonction que les fonctionnaires qui dirigent des entreprises de l'Empire ou de l'État en Allemagne. Le système russe de la "socialisation" s'avère donc être une édition en pire du vieux *capitalisme d'État* prussien. Si,

après tout, celui-ci cherchait au moins à servir la collectivité, qu'il s'y soit bien ou mal pris, sa pâle imitation russe se fonde inversement sur le fait de favoriser tout simplement une petite partie du peuple qui travaille. Non seulement l'armée des fonctionnaires des syndicats et des soviets vit aux crochets du peuple, mais toutes les améliorations et les aides sociales ne sont accessibles qu'aux adhérents des syndicats qui comptent environ trois millions de membres sur une population totale de cent millions. Cette pratique revient, malgré les privations, à caresser dans le sens du poil les couches étroites sur lesquelles le régime en vigueur peut seulement s'appuyer. Ce *système de subventions aux partisans de la politique syndicale des bonzes*, que les syndicats libres essayent de mettre en place en Allemagne, est élevé en Russie au rang de principe d'État sous la dictature de parti des bolcheviks. D'après ce seul fait, les masses laborieuses allemandes peuvent déjà voir ce qu'une dictature de parti spartakiste, se fondant sur les syndicats libres ardemment courtisés, signifierait pour l'Allemagne. Un système, porté par une couche étroite qui obtient des avantages aux dépens de la collectivité et malgré la misère générale, ne peut naturellement se maintenir que par une *terreur* systématique et parfaitement organisée contre toutes les autres couches de la population. Et cette terreur lutte contre les masses du peuple russe sous une forme ancienne et bien connue, puisque la vieille gendarmerie tsariste et la vieille police secrète tsariste sont employées comme ses organes les plus réputés.

Après que les grandes entreprises du pays ont été désorganisées par les méthodes de gestion primitives du bolchevisme, il ne restait que les innombrables *petites et minuscules entreprises* pour une production qui n'était plus à même de satisfaire les besoins du peuple. Sans qu'il puisse être question d'une augmentation de la productivité et d'une consolidation de l'économie, les propriétaires des petites et minuscules entreprises, abandonnés à leur sort, devenaient le terreau à partir duquel, comme Lénine le reconnaît avec un profond soupir, le *capitalisme est de nouveau engendré* « constamment, quotidiennement, d'heure en heure, de manière élémentaire et massive ». Même après la conquête du pouvoir par le prolétariat, les classes continuent d'exister encore pendant des années. Et, étant donné que l'on ne pouvait pas éliminer les petits producteurs de marchandises, qu'il ne fallait pas les opprimer, on devait s'entendre avec eux. Et donc, le bolchevisme se voit contraint à la campagne de créer des rapports économiques précapitalistes pour s'adapter aux besoins des paysans; dans les villes, il en vient à "s'entendre" avec les couches des entrepreneurs individuels et des petits capitalistes, une manière de se comporter dont il n'a pas du tout tenu compte, à son propre détriment, vis-à-vis de l'intelligentsia qui travaille. Mais s'il existe en Russie *une économie bourgeoise qui est encore intacte dans ses racines*, si la Russie est, malgré le régime soviétique, encore plus éloignée du socialisme et du communisme que jamais, de quel droit le régime de parti bolchevik se permet-il de s'adresser au monde pour lui dire que lui-même se serait libéré de la méthode bourgeoise de la politique et que le monde pourrait donc se libérer de cette méthode?

Mais s'il est question de la bourgeoisie ancienne et véritable, le bolchevisme a réussi à détruire la couche relative à la grande industrie de cette classe. Le *commerce* en revanche, ainsi que le *trafic* à juste titre si apprécié partout, se trouvent *encore très à l'aise en Russie soviétique*. Monsieur Alphons Goldschmidt, un ardent admirateur de la culture bolchevique, qui recommande chaleureusement dans son journal conseilliste l'émigration des travailleurs allemands vers la Russie, constate dans un texte sur Moscou que là-bas tout fait l'objet de trafics ou de "contrebande" : des épingles jusqu'à la vache, des meubles et des brillants jusqu'aux gâteaux, au pain et à la viande. Bien que les trafics clandestins soient menacés, en tant que contre-révolutionnaires, de lourdes peines par un décret d'orientation, il y a à Moscou beaucoup de marchés libres, de marchés de complément, de marchés pour améliorer l'ordinaire, de marchés avec tous les autres noms dont on peut encore les affubler, qui sont officiellement tolérés. Les trafiquants et les spéculateurs ont de beaux jours devant eux. Tout à fait comme auparavant, ils se répandent sur les boulevards où, dans des buvettes, « sont

assis des résidus bourgeois flamboyants, des femmes avec des pendentifs de perles, des chaussures fabuleuses et des bagues étincelantes à leurs mains manucurées. Elles sont assises là avec leurs gentlemen et elles avalent de petites gorgées de moka et peut-être aussi de glace. Pour quelques milliers de roubles, mais rien de nouveau là-dedans. Nitchevo<sup>(\*)</sup>. L'on vend quelques bricoles à un trafiquant, on ne travaille pas et l'on sirote ». Une livre de beurre coûtait, selon les renseignements du voyageur littéraire du KAPD à Moscou 2 000 roubles, une livre de sucre 5 000, une paire de chaussures 25 000. Selon monsieur Goldschmidt, on payait le concombre de 200 à 250 roubles, et l'œuf de 125 à 150. Un Américain changea 3 000 dollars en roubles bolcheviks. Il en obtint 9 millions de roubles.

C'est là le type de résultats fournis par un régime qui prétend, avec des mots creux qui sonnent haut et fort, qu'il est la seule forme possible de la dictature prolétarienne, et qui n'est pourtant rien d'autre que le *despotisme d'un parti strictement centralisé qui vit aux dépens du peuple*, et dont les membres ne constituent qu'une minuscule fraction du peuple. Selon ses propres rapports officiels, ce parti compte environ 650 000 membres qui sont sévèrement sélectionnés parce que l'appartenance à ce parti renferme une sorte de droit légitime à un poste dans l'État. Malgré cela, les membres sont, d'après le compte rendu du voyageur littéraire à Moscou Franz Jung, « pour une bonne moitié des chasseurs de poste qui n'entrent absolument pas en ligne de compte pour un véritable travail en tant que communistes ». La culture primitive de cette organisation de parti correspond à la culture primitive qui est à même de la dispenser. Elle procède dans cette affaire selon le même schéma que l'ex-grand-duc Nicolas a pu utiliser lors de l'aménagement des zones de transit. Écoutons ce que le voyageur littéraire du KAPD à Moscou, qui apprit à connaître le système à Mourmansk, rapporte à ce sujet du fait de sa propre expérience : « Dans une situation où le directeur administratif allemand, le manager américain, se serait arraché les cheveux de désespoir, le communiste russe reste très calme. Il donne ses ordres depuis le wagon avec lequel il est arrivé de Petrograd ou directement de Moscou, et qu'il ne quitte à Mourmansk qu'extrêmement rarement. C'est de la même façon que tout l'appareil administratif politique et économique est transporté, que le soviet local est rassemblé, que le contrôle sur les fonctionnaires locaux est organisé. Le télégraphe travaille, et dès le premier jour de son arrivée, le compte rendu Rosta<sup>(\*\*)</sup> quotidien est déjà publié. Les meetings sont réunis au son du tambour, deux à trois allocutions sont tenues chaque jour, des foyers pour enfants, des salles de lecture, des clubs de travailleurs sont fondés. Des bataillons d'ouvriers viennent ensuite, ainsi que des colons et la Marine rouge, des quartiers généraux se dressent, en 14 jours la localité disposait déjà de plus de 400 raccordements téléphoniques, la toile de la machinerie d'État socialiste est tendue sur le lieu. ».

Le fait qu'une population, à laquelle on a enfoncé l'appareil administratif transporté tout simplement sur la tête de cette manière, c'est-à-dire selon le système dont on affublait le soldat du casque dans l'armée prussienne, ne soit pas très ravie des bienfaits du centralisme moscovite, ne nécessite pour des lecteurs, pour lesquels le mot d'auto-administration est davantage qu'un son creux, aucune explication. Et c'est précisément dans les parties développées de l'ancien Empire russe que les bolcheviks ont récolté en effet, avec leurs méthodes de gouvernement, la résistance acharnée de justement la population qui travaille. Après que ces méthodes avaient fait honteusement naufrage en Ukraine, elles ont essayé uniquement par la suite d'attribuer l'appareil du pays aux autorités centrales de Moscou, mais là aussi les ouvriers et les paysans ukrainiens se défendirent contre cela de la manière la plus résolue. Dans un appel au secours aux masses laborieuses du monde, ils protestent contre les tendances impérialistes du gouvernement soviétique russe, en exigeant le droit d'auto-détermination pour eux comme pour tous les peuples de Russie.

---

(\*) "Rien" en russe. (NdT).

(\*\*) Agence de presse soviétique. (NdT).

Ce qui pouvait après tout apparaître dans les Républiques soviétiques de Boukhara et du Kurdistan comme l'introduction de méthodes européennes, s'est avéré par conséquent incompatible en Ukraine avec les besoins de la population qui y était établie de longue date. Si malgré cela les détenteurs du pouvoir à Moscou s'imaginent pouvoir rendre heureux avec leurs méthodes coercitives non seulement l'Allemagne mais le monde entier, c'est qu'ils doivent posséder cette conception naïve qui arrachait à l'un de leurs fonctionnaires subalternes la jolie parole selon laquelle le gouvernement russe ne pourrait pas traiter de manière différente des travailleurs allemands et des coolies chinois. Les ouvriers allemands et leurs camarades de la classe ouvrière de l'Occident européen ne souhaitent absolument pas être "traités" ainsi. Ils sont sur la meilleure voie pour développer par eux-mêmes les formes de gouvernement et d'administration qui correspondent à leurs vœux, leurs besoins et leurs particularités. Le contenu culturel de l'aspiration à la liberté des opprimés de toutes les classes et les nations peut se désigner par le terme anglais "*self-government*". *Autogestion* est l'expression politique et économique du droit humain à l'auto-détermination. Dans la révolution mondiale également, deux cultures luttent encore l'une contre l'autre. Et le monde du despotisme asiatique, qui a seulement changé les formes de son contenu autoritaire, n'arrivera pas à accepter le fait qui influe sur ce combat, à savoir que les pays de l'Europe et de l'Amérique hautement développées ne sont ni la Chine ni la Russie.

### III.

La *Ligue Spartakus* est la succursale et le portrait de la politique bolchevique pour l'Allemagne. Le rapport de la Ligue à la révolution allemande se reflète dans sa relation avec le parti bolchevik. Pour évaluer cette politique et ses méthodes, il est donc impératif d'exposer plus précisément la politique et la ligne de la Ligue Spartakus et sa position par rapport au communisme.

Communisme et spartakisme sont dès le début des contraires irréconciliables, ainsi que cela s'annonçait déjà dans les premiers jours de la guerre du fait de la différence fondamentale entre les orientations berlinoise et hambourgeoise. De quelles nécessités devait se dégager à cette époque une politique révolutionnaire et en quoi consistaient ses buts? La question conduit directement à la position de la révolution par rapport à la défense du pays et à la relation des masses par rapport aux chefs dans les organisations ouvrières.

L'éclatement de la guerre mondiale, en tant qu'expression du fait que le globe terrestre était devenu trop étroit pour les forces impérialistes, sonnait le glas du système capitaliste mondial. Avec le déchaînement de toutes les puissances de destruction qui y étaient ligotées, l'ancienne période historique se terminait, et débutait une nouvelle période historique qui doit accomplir la relève de l'ordre étatique et économie capitaliste par l'ordre communiste. La *réalisation de ce chamboulement social*, qui n'était jusqu'alors qu'un objectif révolutionnaire pour lequel on n'avait pu, du fait de la solidité jamais ébranlée du système étatique capitaliste, préparer le travail qu'avec des moyens réformistes, et donc avec les moyens du système capitaliste lui-même, faisait son entrée en plein cœur de la politique du moment. Cette reconnaissance devait être pour l'aile révolutionnaire de la classe prolétarienne montante au commencement de toute orientation.

Une politique révolutionnaire devait se comporter comme l'ennemi mortel de l'impérialisme de son propre pays et s'efforcer d'empêcher sa victoire. D'où la nécessité de renverser la bourgeoisie du pays et de désorganiser l'armée impérialiste. Mais c'est avec la même énergie que la révolution devait lutter aussi pour empêcher la victoire de l'impérialisme étranger. Car la victoire de l'impérialisme étranger rendait l'accomplissement de la révolution

prolétarienne impossible non seulement dans le pays du vainqueur, mais aussi dans son propre pays. D'où l'autre nécessité de protéger le pays contre l'invasion par l'impérialisme étranger et d'organiser la défense révolutionnaire grâce à un pouvoir d'État strictement révolutionnaire. Ces deux nécessités coexistaient impérativement à égalité. Du point de vue d'une politique révolutionnaire, l'une n'était pas pensable sans l'autre. Non seulement parce que l'essence de la politique révolutionnaire consiste justement à liquider l'ancien, mais aussi à rassembler et à unir les éléments du nouveau, ainsi qu'à être certes destructif, mais aussi à agir en même temps et à un degré élevé de manière constructive : une politique purement destructive, uniquement liquidatrice - et la Ligue Spartakus se limitait à une telle politique - servirait exclusivement la contre-révolution, elle servirait la Société des Nations, dont elle organiserait la victoire, à laquelle elle servirait la soupe et elle remettrait la révolution.

Dans les premières semaines de la guerre, il était déjà indéniable que c'est seulement avec des moyens révolutionnaires que le pays pourrait s'imposer contre l'impérialisme étranger. Car la zone économique allemande, la base pour un État prolétarien, ne resterait intacte dans ses parties vitales que si les forces des masses, dans le peuple et dans l'armée, ligotées par la machinerie du système capitaliste, étaient libérées. La chute de la bourgeoisie et des anciens généraux, la nouvelle organisation de l'État et de l'économie, la transformation de la guerre impérialiste de brigandage en une guerre de défense révolutionnaire, ces nécessités de la politique révolutionnaire, et en même temps les nécessités d'une politique nationale, ne se réaliseraient qu'à condition que la cohésion organisationnelle du mouvement ouvrier persiste. Elle seule garantirait l'organisation de la défense et l'établissement de l'État prolétarien. Et, étant donné que c'est à la classe ouvrière que passe la vocation à la constitution d'un l'État, *la politique prolétarienne n'était possible*, de ce point de vue, *que comme politique d'État*. C'est pourquoi la conservation de l'unité de ses organisations socialistes n'est pas moins importante pour la classe ouvrière que son orientation révolutionnaire en général, dont elle faisait d'ailleurs partie. Et donc, quelle que soit la manière dont la guerre se termine, la destruction de l'unité politique des organisations ouvrières allemandes se solderait pour commencer par la défaite du prolétariat devant l'impérialisme mondial si les puissances centrales ou bien l'Entente pouvait tenir sa direction en mains.

Une politique révolutionnaire exigeait donc trois éléments : la chute de la bourgeoisie, la défense révolutionnaire du pays et la conservation de l'unité organisationnelle de la classe ouvrière. Ceux qui furent à l'origine plus tard de la Ligue Spartakus avaient sur tous ces trois points une position fondamentalement différente de l'orientation hambourgeoise. Ils mirent l'accent sur la question de l'autorisation des crédits de guerre et sur l'action des députés au parlement, et non pas sur la destruction de la paix civile, grâce à laquelle seulement le peuple pourrait se frayer un chemin pour intervenir de manière déterminante dans les décisions politiques. Ils refusaient par exemple non seulement la forme impérialiste de la guerre, mais ils niaient aussi tout simplement la défense du pays. En subordonnant l'action des masses à l'extérieur du parlement à l'action des chefs au parlement, ils soumettaient la masse dans l'organisation, et par conséquent l'unité de l'organisation, au principe de division des chefs. Et c'est précisément l'aile extrémiste de social-démocratie indépendante, la Ligue Spartakus, qui, au cours de la guerre, insista le plus bruyamment pour transformer, par-dessus la tête des adhérents, les conflits entre les chefs en une scission organisationnelle de la masse. À la différence de cela, la politique hambourgeoise révolutionnaire opposa, depuis les tout premiers jours de la guerre, l'action des masses à l'action des chefs. Elle demandait la destruction de la paix civile, et de ce fait l'anéantissement de la bourgeoisie. Elle remédiait au principe de scission des chefs par le mot d'ordre du droit à l'auto-détermination des masses dans l'organisation. Une attitude profondément différente par rapport à la défense du pays en découlait naturellement. Et l'orientation hambourgeoise n'a absolument pas démordu de ce

mot d'ordre et de l'antagonisme décisif qui en résultait avec le Ligue Spartakus dans toutes les phases de la guerre.

La révolution était confrontée à deux faits : l'effondrement du régime impérialiste sur le front et dans le pays, et la scission consommée de l'organisation prolétarienne. La défense révolutionnaire exigeait un État révolutionnaire, et l'État révolutionnaire exigeait une *organisation de classe unitaire* des ouvriers. Mais, après une révolution accomplie, cette unité ne pouvait plus être rétablie par un appareil de parti social-démocrate, mais seulement par la constitution des ouvriers en classe active qui englobe les travailleurs intellectuels et manuels en tant qu'unité sociale indivisible, et donc *par l'acte révolutionnaire de la constitution de l'État prolétarien elle-même*. De même que l'orientation hambourgeoise travailla immédiatement, et de toutes ses forces, en vue de la consolidation des conseils issus de la révolution en un solide pouvoir d'État, de même elle chercha à élever l'unité de la classe ouvrière, et son union au travers des organes des conseils, en un principe directeur de la révolution. Partout où ce mot d'ordre s'imposait, la politique de parti était repoussée à l'arrière-plan et subordonnée à la politique des conseils. Si jamais les conseils faisaient leur preuve en tant qu'organes utiles de la politique de la classe ouvrière, les partis étaient de ce fait radicalement liquidés pour la politique de la révolution, et les syndicats devaient eux aussi s'adapter alors aux besoins des conseils, ce qu'ils pouvaient faire de toute façon facilement. Ils n'avaient besoin que de procéder au changement que nous avons exigé avec insistance à maintes reprises et, comme le firent effectivement les syndicats russes pendant la révolution, de passer de la structure par professions à l'organisation par entreprises, pour laquelle les bases étaient depuis longtemps disponibles dans les syndicats libres, même si l'intérêt obstiné et égoïste des bonzes répugnait vivement, et jusqu'à aujourd'hui avec succès, à ce changement général.

L'orientation de la politique révolutionnaire en fonction des besoins de classe des ouvriers a empêché la *guerre civile* à Hambourg après le soulèvement du 6 novembre qui s'est effectué victorieusement au sein de l'Allemagne impériale - contrairement à la sagesse moscovite patentée qui recommandait chaleureusement la guerre civile comme moyen indispensable de la révolution, sans comprendre que la guerre civile ne peut être, après un soulèvement effectué victorieusement, qu'un moyen de la contre-révolution contre les succès révolutionnaires, et non pas un moyen de la politique d'État prolétarienne. Et parce qu'on n'en est pas arrivé à la guerre civile à Hambourg, la *consolidation de la contre-révolution*, qui commençait dans l'Empire avec la guerre civile, a pu être *empêchée* à partir d'ici. L'entrée sans rencontrer de résistance de la Reichswehr à Hambourg au milieu de l'année 1919 se produisit lorsque la classe ouvrière était terrassée par la force des armes dans presque tout le reste de l'Allemagne, que la dictature militaire régnait dans toutes les grandes villes, et que l'écrasement violent des ouvriers du Nord constituait la condition pour la centralisation de cette dictature militaire sur l'ensemble du Reich. Si cette centralisation réussissait, il n'y avait plus alors besoin de putsch de Kapp pour rétablir la *monarchie* sous une forme ou une autre, dans une époque où il n'existait pas encore de nouvelle Constitution. Seule la cohésion de la classe ouvrière de Hambourg, qui, sous la direction des communistes, trouva dans cette situation, par-delà toute division partisane, une ligne commune d'action, a fait honte aux plans de la contre-révolution.

L'échec de la tentative d'écrasement des ouvriers du Nord par la violence des armes apporta la preuve qu'une consolidation de la contre-révolution n'était plus en définitive possible. Il n'y avait qu'une seule voie pour parvenir à un État renforcé : *la mise sur pieds de l'État révolutionnaire des conseils*. C'est à cette situation que le mouvement révolutionnaire devait s'adapter. Il fallait qu'il reconnaisse que le marais parlementaire représentait seulement le creuset de la décomposition capitaliste, et qu'il n'était même plus capable de produire en son sein des forces contre-révolutionnaires. Mais, vis-à-vis de ce marais, il était d'autant plus

nécessaire pour la révolution d'avoir une *politique de montage constructif* qui devait s'accomplir inévitablement en s'opposant absolument à un système parlementaire, dont le piètinement constituait la condition pour le rassemblement étatique des forces communistes montantes. *Les principes directeurs concernant la question parlementaire et la question syndicale*, que l'organisation hambourgeoise présenta à l'époque lors de la Conférence du Reich du Parti communiste, qui s'était réunie à *Heidelberg*, se fondent sur ces points de vue. Alors qu'ils se déclaraient contre la participation au parlement bourgeois dès que la lutte finale pour le pouvoir entre le prolétariat et la bourgeoisie commençait, car, dans cette situation, le parlement bourgeois ne peut pas être, du point de vue des principes et de la pratique, un moyen de la révolution prolétarienne, ils exigeaient la formation d'unions ouvrières industrielles sur la base de l'organisation d'entreprise, lesquelles rassemblent les masses ouvrières pour la lutte de masse économique révolutionnaire et doivent constituer, après la victoire de la révolution, le cadre pour le regroupement de toute la classe laborieuse et la mise en place de l'économie prolétarienne. C'était là une question de principe, et cela dépendait de la décision prise pour savoir si la politique du Parti communiste était orientée vers l'accomplissement de la révolution allemande avec le but de la création d'un nouvel État communiste, ou alors si la "dictature prolétarienne" qu'il prônait devait être la dictature d'une clique de bonzes appartenant à un parti politique, au service d'une clique de clans internationale, et qui tolérait pareillement que la décomposition capitaliste continue à exister et que l'Internationale dorée<sup>(\*)</sup> se constitue par la grâce de l'Entente. En effet, celle-ci ne peut être que reconnaissante de voir les masses ouvrières allemandes contenues par le despotisme de fer d'un petit cercle, et elle verrait volontiers cette clique lancer des tirades révolutionnaires et effectuer des actes terroristes contre la bourgeoisie *allemande* à condition seulement qu'elle montre qu'elle a l'intention de s'acquitter de ses obligations internationales à l'égard du capital financier, ce qu'elle ne se lasse pas de promettre.

Les principes directeurs de Heidelberg touchaient le point où le *spartakisme*, qui est un phénomène international et, comme le bolchevisme russe le démontre, une *forme de politique d'État*, passe dans l'orbite du *capital financier international*. Puisque la politique hambourgeoise révolutionnaire constitue un système cohérent, le seul possible à condition que, en Allemagne, la révolution sociale doive être accomplie et la révolution nationale achevée, la direction de la Ligue Spartakus mit tout en œuvre pour imposer *l'expulsion de l'opposition*, d'autant plus que ceux qui proposaient les principes s'avérèrent être des questionneurs embarrassants. Quelles sortes de motifs et de forces étaient agissants dans ce contexte?

#### IV.

Déjà lors de la conférence de tous les groupes révolutionnaires qui eut lieu à Berlin en octobre 1918, il était apparu que la politique de la Ligue Spartakus empirait avec la création d'une garde de parti qui rassemblait principalement des déserteurs, et, depuis l'arrivée de *Radek* en Allemagne, elle se révélait être ouvertement une succursale du parti bolchevik de Russie, dirigée par cet agent sans scrupules. C'est la raison pour laquelle nous combattîmes la fusion des radicaux de gauche de Hambourg avec la Ligue Spartakus en janvier de l'année suivante, et nous la déconseillâmes avec la plus grande fermeté sans que cela empêche l'unification des deux groupes, accomplie à l'instigation de *Radek*. Depuis lors, la Ligue Spartakus navigue sous un faux pavillon. Elle s'est attribuée le nom de "Kommunistische

---

<sup>(\*)</sup> Il s'agit du capital financier international. (NdT).

Partei Deutschlands" (KPD = Parti Communiste d'Allemagne), en compromettant ainsi très gravement le communisme allemand; il est caractéristique que, à l'époque, sous le commandement de Radek, on ait repris une appellation que la Ligue Spartakus refusait encore lors de la Conférence d'octobre, quand nous la propositions et qu'elle était justifiée par l'histoire de la Révolution allemande de 1848. Après la fusion qui s'est effectuée contre notre volonté, nous entamâmes immédiatement la lutte au sein de l'organisation contre la politique et les méthodes de la Ligue Spartakus. Mais les effets directs de la politique de parti spartakiste se révélèrent dès le *Putsch de janvier* qui était insensé et inutile. Les combats sanglants dans lesquels il impliqua toute l'aile révolutionnaire consciente des ouvriers berlinois et qui se produisirent pour une déplorable question de personnes - pour le bouton de mandarin du préfet de police Eichhorn<sup>(\*)</sup> - ne furent possible que du fait de la sottise politique de parti que la Ligue Spartakus mena, en tant que "politique révolutionnaire", depuis le 9 novembre contre les conseils existants.

Même si Spartakus ne s'était pas lassé de décrier toute l'armée comme étant "contre-révolutionnaire", ce sont seulement les combats de Janvier qui créèrent la possibilité de la première consolidation d'une *force militaire contre-révolutionnaire* pour laquelle toute condition avait manqué jusqu'alors dans la situation allemande globale. C'est seulement à partir de ce moment-là que la camarilla militaire à tendance monarchiste put chercher à provoquer des situations dans lesquelles l'écrasement si possible de l'ensemble de la classe ouvrière apparaîtrait comme une nécessité sociale, afin d'avoir ainsi la voie libre pour l'établissement d'un *pouvoir militaire centralisé pour le Reich et doté d'une direction monarchiste*. D'où le désir de cette camarilla d'ordonner l'arrêt de la vague de grèves qui s'amplifiait en Allemagne en provoquant des putschs localement délimités afin d'y impliquer tout le prolétariat révolutionnaire du district concerné et de l'écraser militairement en même temps que le soulèvement local. Sa politique réussit à Berlin, à Brême, dans l'Ouest, en Allemagne centrale. Mais ce n'est que lorsque la révolution fut liquidée également dans le Sud que la contre-révolution put tourner sa force contre la base de la Révolution allemande, contre le district urbain de l'Elbe inférieure. C'est pour ces raisons-là que se produisit *l'aventure conseilliste à Munich* au cours de laquelle la collaboration des bonzes du parti social-démocrate de droite permet déjà de discerner nettement que le mouvement n'a pas pu être mis en place à l'insu et sans l'approbation tacite du gouvernement social-démocrate de Berlin et des ses instigateurs militaires. Son parcours dévoile en toute clarté le rôle que la Ligue Spartakus et sa direction centrale ont joué après la mort de Karl Liebknecht dans la Révolution allemande.

Quand, après l'assassinat d'Eisner au cours de la réunion du Landtag de Bavière, le Conseil central munichoïse des conseils n'eut pas le courage de reprendre possession du pouvoir de manière permanente, il créa un gouvernement composé de socialistes de droite et d'Indépendants avec les pleins pouvoirs dictatoriaux, que le Landtag confirma. C'est contre ce gouvernement qu'était dirigé ce putsch qui, dans les premiers jours d'avril, conduisit à la proclamation d'une République des conseils de Bavière. Installé maladroitement, ce gouvernement était marqué au front par la *provocation socialiste de droite*. La direction des communistes à Munich refusa toute participation à ce gouvernement parce que, évidemment, avec des bonzes socialistes de droite à sa tête, il n'était possible de mener un soulèvement local ni contre le gouvernement du Land, dans lequel les socialistes de droite donnaient le la, ni même contre le gouvernement du Reich, qui se trouvait entièrement entre leurs mains.

---

<sup>(\*)</sup> Robert Emil Eichhorn (1863-1925) était un mécanicien allemand, devenu journaliste et parlementaire socialiste, du SPD puis de l'USPD, avant de rejoindre le KPD. Nommé préfet de police de Berlin le 9 novembre 1918, lors de la Révolution allemande menant à la chute du Kaiser, Emil Eichhorn fut destitué le 4 janvier 1919, après un combat acharné et la prise d'assaut de la préfecture de police. Il y eut le lendemain une manifestation de masse à Berlin contre ce renvoi qui déboucha sur une insurrection spartakiste brutalement réprimée par mes corps francs. (NdT).

Mais la *direction berlinoise de la Ligue Spartakus* n'était en aucun cas d'accord avec cette position raisonnable. Dans la "*Rote Fahne*", elle donna le *mot d'ordre* clair et net selon lequel les communistes devaient engager toutes leurs forces afin de surmonter les faiblesses du mouvement et d'élever l'action à *la hauteur de la plate-forme communiste* si elle ne s'y trouvait pas. Et c'est alors qu'apparut à Munich, en tant que commissaire berlinois et envoyé spécial de la Centrale de la Ligue Spartakus, l'homme qui convenait naguère le moins à cette Centrale car elle le soupçonnait d'être originaire du mouvement radical de gauche, mais qui précisément pour cette raison lui paraissait le plus approprié pour se compromettre complètement. Après l'intervention de la Centrale, un virage frappant se produit dans la position des communistes munichois. Étant donné que le gouvernement des conseils, niais et inoffensif, était déjà en train de succomber et que sa mort déjouerait les intentions de la contre-révolution, le gouvernement du Land, qui s'était apparemment enfui dans sa première frayeur, entreprit contre lui un coup de main, non pas pour liquider entièrement l'aventure conseilliste, mais au contraire pour lui redonner vie. Mais les communistes se mettent maintenant à la tête du mouvement et le dirigent. Le putsch du gouvernement est repoussé, un nouveau gouvernement des conseils est créé et tous les préparatifs sont entamés pour reprendre la lutte contre le gouvernement du Land qui, soutenu par Noske et ses généraux, réquisitionne déjà de tous côtés des contingents de troupe pour liquider avec Munich la révolution dans toute l'Allemagne du Sud. Quand la tragédie trouve ensuite sa conclusion, que la direction des communistes munichois avait prévue, que tout être capable de réflexion connaissait à l'avance et sur laquelle la Centrale de la Ligue Spartakus a pu avoir aussi peu de doutes que le reste des humains dotés d'une faculté de jugement politique, la Centrale Spartakus critique certes la reprise de la bataille finale, mais elle *approuve* explicitement le renouvellement du gouvernement des conseils et la préparation de l'affrontement, elle *fait l'éloge* de ce virage fatal qui recèle en son sein le conflit avec le gouvernement du Reich et qui devait se terminer nécessairement, dans les rapports de force donnés à l'époque, avec l'écrasement de la révolution dans la capitale de l'Allemagne du Sud, elle approuve et louange *parce que la position des communistes dans la seconde et décisive phase de l'aventure n'était que le respect de leur propre mot d'ordre d'agent provocateur.*

Or, celui qui dirigeait la politique de la Ligue Spartakus était déjà à cette époque le même *Paul Levi* qui avouait à Heidelberg que le soulèvement de Munich était une œuvre d'agent provocateur, et que de nombreux millions passaient par ses mains de manière incontrôlée alors qu'il se refusait à rendre compte devant le parti de l'origine et de l'utilisation de ces sommes énormes, ne serait-ce que dans les grandes lignes. Tandis qu'il avouait qu'il n'y avait pas moins de trois indicateurs de police dans la Commission du programme de la Ligue Spartakus et que la Ligue des Soldats Rouges était noyauté à la fin par jusqu'à soixante pour cent de provocateurs, il obtenait la décision de la Ligue Spartakus sur les *directives* qu'il avait proposées, lesquelles, soufflées par Radek, représentent une copie de la tactique bolchevique dans la période de Kerenski et qui, transposées sans critique dans les pays civilisés de l'Occident, sont devenues entre-temps l'évangile de la soi-disant Troisième Internationale.

On peut finalement accorder à Karl Radek qu'il n'avait pas encore besoin de comprendre à cette époque-là que la période Kerenski de l'Allemagne se situait avant le 9 novembre, sous l'égide de Scheidemann, et que la tentative de transposer les méthodes russes de la période Kerenski à la Révolution allemande doit lui casser les reins pour toujours. Mais Paul Levi n'est pas un péquenot de Galicie<sup>(\*)</sup>, mais un avocat de Francfort-sur-le-Main, et il se sent sans aucun doute bien supérieur à Karl Radek dans les domaines qu'un homme comme lui doit maîtriser. Paul Levi savait donc que cela voulait dire abandonner radicalement l'aboutissement victorieux la Révolution allemande si on la dirigeait vers le marais du

---

<sup>(\*)</sup> Radek est né à Lemberg, alors capitale de la province de Galicie, dépendante de l'Empire austro-hongrois (aujourd'hui Lviv en Ukraine). (NdT).

parlementarisme, si l'on réussissait à empêcher une organisation de classe des prolétaires de se bâtir sur la base de l'organisation d'entreprise et à neutraliser la volonté révolutionnaire des masses, pour la remplacer par des cliques terroristes tenant des conciliabules illégaux de chefs et dont les dirigeants suprêmes possèdent l'immunité devant la loi du fait de leurs sinécures parlementaires. Cette décision de la Ligue Spartakus signifiait dans la pratique que la Révolution allemande était censée avoir cessé d'être un mouvement de masse et un mouvement populaire qui s'imposerait par sa propre force, et qu'il était apparemment impossible de créer un État révolutionnaire en Allemagne et d'y poser les fondements d'une économie communiste. Une Allemagne communiste libre - cela aurait été d'abord la percée de la révolution mondiale dans sa bataille contre le capital financier. Mais une Allemagne rattachée à la Russie bolchevique, entravée aujourd'hui comme hier dans le déchaînement de ses forces révolutionnaires - c'était *le début du triomphe du capitalisme d'État*, cette forme économique qui exproprie la propriété individuelle pour centraliser par la force la propriété d'ensemble d'un peuple entre les mains d'un petit cercle et qui permet par ce moyen de réaliser l'Internationale dorée par-dessus le capitalisme d'État centralisé dans chaque pays et par-dessus le rassemblement de ces groupes qui détiennent ensuite dans leurs mains le pouvoir économique dans chacun des pays. Et l'Internationale dorée sera réalisée d'autant plus tôt et plus impitoyablement que les natures prédatrices qui s'emparent de l'appareil d'État de chaque pays au nom de la révolution sont sans scrupules, qu'elles brisent de manière résolue toute résistance par leur terreur individuelle et qu'elles concentrent plus strictement entre leurs mains les fonctions d'exploitation des cartels, des syndicats et des trusts, de manière incontrôlée. S'il existe dans un pays qui, comme l'Allemagne, est soumis au diktat économique du capitalisme financier vainqueur, la volonté exprimée de remplir les obligations qui lui sont imposées, peu importe que ce soit dans une forme économique capitaliste d'État ou apparemment communiste, cette situation étatique est en fait *le moyen approprié pour la finance internationale réunie dans la Société des Nations pour annexer de manière permanente les ressources économique de ce pays*. Si l'avocat de Francfort parvenait à réaliser le tour de force consistant à aboutir à ce capitalisme d'État en Allemagne, il peut être certain de recevoir la joyeuse approbation des ses proches amis de Moscou et la poignée de main reconnaissante de tous les savants dans le camp de la Société des Nations.

Immédiatement après le Congrès du Parti à Heidelberg, Paul Levi endura d'être désigné publiquement devant le parti comme un agent provocateur et un Azév<sup>(\*)</sup> de la Révolution allemande, sans que l'actuel député au Reichstag Paul Levi ait envisagé de porter plainte. Et il n'entreprit non plus ensuite aucune tentative de justification quand il lui fut reproché dans la presse d'entretenir des relations personnelles avec l'espion et agent provocateur anglais *Trebitch-Lincoln*. Trebitch-Lincoln, le véritable chef politique de la bande à Ludendorff, est cet homme d'honneur qui espionna pendant la guerre pour l'Angleterre, commit des faux en lettres de change en Angleterre, puis se retrouva en prison, et finalement fut estimé par le gouvernement anglais encore suffisamment bon pour financer en Allemagne le putsch de Kapp. Avec la désinvolture qui le caractérise, Paul Levi n'a pas craint de dévoiler lui-même sa relation avec ce joli coco et d'utiliser des informations au contenu mensonger qu'il recevait de lui. Si, dès après la scission de Heidelberg, on lutta contre nous avec l'argument selon lequel nous étions des nationalistes, nous prônions la paix civile avec la bourgeoisie, et nous ne présentions pas suffisamment de penchant pour la guerre civile et la terreur, voilà que Levi-Trebitch s'avançait alors avec l'affirmation insensée selon laquelle nous aurions négocié avec le général von Lettow-Vorbeck à l'époque du putsch de Kapp, une affirmation qui fait partie

---

(\*) Yevno Azév (1869-1918) était un espion de l'Okhrana, la police secrète tsariste, infiltré comme agent provocateur chez les socialistes-révolutionnaires (SR), dont il dirigea l'aile terroriste. La révélation de cette infiltration est connue comme "affaire Azév", à la suite de laquelle les socialistes découvrirent plusieurs autres agents infiltrés dans leurs rangs. (NdT).

depuis ces jours-là du stock de sécurité de la Ligue Spartakus, sans qu'elle soit devenue plus vraie pour cela. Notre réponse consista en une mise au pilori qui fut infligée à Levi dans le *Kommunistische Arbeiterzeitung* de Hambourg. Il fut de nouveau stigmatisé comme agent provocateur rétribué, qui se serait lié avec Trebitsch-Lincoln, lui-même agent provocateur stipendié par l'Angleterre, en vue d'un travail en commun. Même après cette stigmatisation, qui se poursuivit dans un texte spécial : *Communisme contre spartakisme, un divorce net*, et dans deux assemblées populaires à Berlin, Paul Levi préféra continuer son activité en se taisant.

C'est la moindre des choses pour un pays civilisé que les hommes qui sont à la tête de l'État et qui ont la tâche de représenter le peuple, refusent tout contact avec un homme auquel on pouvait faire, publiquement et en se référant à des faits, des reproches du type indiqué. Il aurait pu au moins attendre que les sages de l'État de Moscou lui infligent l'obligation de se laver publiquement des accusations formulées. Au lieu de cela, nous voyons que Paul Levi fut reçu à Moscou comme le représentant de la Révolution allemande et nommé comme mandataire de l'Allemagne à l'Exécutif de la soi-disant Troisième Internationale, et qu'en outre les sages de l'État de Moscou se contentèrent de donner de nouvelles instructions à la Ligue Spartakus pour ce qui concerne la politique qu'elle devait suivre à l'avenir. Étant donné qu'en même temps on avait jeté l'anathème sur le Parti Ouvrier Communiste (KAP) fondé récemment et qu'on lui avait imposé d'écarter les "nationalistes" de ses rangs, et étant donné également que l'on avait donné l'ordre catégorique au Parti Social-démocrate Indépendant (USPD) de fusionner immédiatement avec la Ligue Spartakus, Paul Levi apparaît comme le grand triomphateur international qui, irradié régulièrement de soleil depuis Moscou et depuis Londres, luit tantôt couleur rouge-sang, tantôt couleur internationalement dorée.

Ce en quoi l'avocat de Francfort a mérité l'auréole dorée autour de son front inflexible est devenu assez clair si l'on décrit les conséquences de sa politique. Considérons encore pendant un moment la lumière rouge qui resplendit à partir de *Moscou*. La Troisième Internationale est un instrument de pouvoir entre les mains des dirigeants de Moscou. L'obéissance inconditionnelle au diktat russe à laquelle elle soumet les partis qui lui sont rattachés, afin qu'il leur soit impossible de prime abord de mener toute politique n'agréant pas à Moscou, se transforme automatiquement, après l'établissement de gouvernements spartakistes, en la même obéissance inconditionnelle aux États concernés. *Mais en prescrivant avec un pouvoir souverain à tous les pays civilisés ses méthodes primitives, le diktat russe rend une amélioration de la révolution au-delà du degré russe partout impossible*. En rendant impossible en Europe occidentale et centrale une pleine efficacité du mouvement révolutionnaire, il empêche la restructuration communiste de l'économie. Les pays touchés par la révolution s'enfoncent par conséquent dans le chaos et se rapprochent de la situation russe jusqu'à ce que, après la défaillance des énergies révolutionnaires, le *capital financier* puisse, à partir de l'Angleterre et de l'Amérique, entrer en lice *comme le sauveteur des peuples* en proposant un accord pacifique avec les pays économiquement ruinés.

Aussi claire et simple que cette politique soit, elle exige en effet une seule chose : *que les forces de la classe ouvrière soient absolument ligotées*. Le centralisme dictatorial de parti transforme les masses en sa chair à canon, qu'il se plaît à engager toujours dans la guerre civile lorsque la clique dirigeante du parti considère que la situation y est appropriée. Or, l'objectif de la guerre civile n'est pas la mise en place d'une économie communiste, ce n'est pas la consolidation d'un État révolutionnaire, mais le remplacement de l'appareil d'État actuel par l'appareil de parti de la Ligue Spartakus qu'il faut regarnir avec les masses de l'USP. Qu'une telle politique ne puisse s'imposer qu'à travers la terreur sanglante contre tous ceux qui y répugnent, que cette terreur doive justement s'attaquer aux couches conscientes et actives de la classe ouvrière elle-même, qu'elle menace même au premier rang, à l'intérieur de la classe ouvrière, les travailleurs intellectuels, cela procède nettement des buts relatifs au capitalisme

financier de cette politique. Être *le prophète de cette politique pour l'Allemagne*, laquelle considère Moscou comme révolutionnaire en se fondant sur l'arriération des rapports russes - tel est le mérite de Paul Levi, et c'est de ce mérite "révolutionnaire" que jaillit l'éclat rouge qui baigne le triomphateur francfortois de la Deuxième Internationale.

## V.

Le bolchevisme et le communisme sont deux systèmes d'État et d'économie pour l'essentiel différents, et puisque le *Comité Exécutif de Moscou* de la soi-disant Troisième Internationale revendique d'être le cœur, le cerveau et l'état-major, du mouvement ouvrier révolutionnaire de tous les pays, il doit, bon gré mal gré, chercher à protéger et à délimiter la politique et la méthode bolcheviques contre la politique et la méthode communistes. Voyons donc comment il a commencé cela.

Le Comité Exécutif s'adresse aux membres du Parti Ouvrier Communiste (KAP) dans une lettre ouverte du président Zinoviev. Il y rejette sa position concernant le *parlementarisme* et les *syndicats*. Son argument conducteur sur ces deux points consiste dans l'indication que la révolution doit travailler partout où l'on peut trouver les masses. Contre cela, l'on peut remarquer que, dans les parlements, ce sont en réalité des avocats, des politiciens, des bonzes et des bourgeois, qui y sont réunis, mais que les masses ont l'habitude de peupler non pas les parlements, mais les entreprises. En dehors des entreprises et en dehors des parlements, des masses prolétariennes en Allemagne se trouvent non seulement dans les soi-disant partis ouvriers et les syndicats libres, mais aussi dans l'Église catholique, dans ses associations ouvrières, dans la Reichswehr et dans d'innombrables amicales de joueurs de cartes, clubs de jeux de boules et chorales. En particulier, les organisations citées en dernier lieu ne sont ni aussi centralisées ni aussi bonzifiées que les syndicats libres, de sorte que, s'il devait s'agir de révolutionner les masses dans tous les lieux où l'on peut par hasard les trouver réunies, il pourrait être recommandé, du point de vue du Comité Exécutif de Moscou, de commencer par une action de révolutionnarisation dans les amicales de joueurs de cartes, dans les clubs de jeux de boules et dans les chorales.

Les syndicats allemands, en tant qu'associations professionnelles et que responsables de la communauté de travail avec les entrepreneurs, ne représentent pas seulement les soutiens principaux des tentatives capitalistes de protection, mais ils font partie tout simplement, parmi les institutions de l'État, de celles qui sont destinées à contenir la révolution prolétarienne. Les sages de l'État de Moscou ne comprennent pas la nature de ces derniers; ils ne comprennent pas que le prolétariat doit opposer ses propres formations de lutte aux institutions étatiques de la bourgeoisie et que ces formations de lutte doivent déjà avoir créé les embryons d'une structure étatique future. Les parlements sont en attendant le marais organisé de la décomposition capitaliste, et l'activité destructrice de celle-ci effectuée en ce moment la dissolution du pouvoir central bourgeois à partir duquel il n'est même plus possible de consolider la contre-révolution, et encore moins de stimuler les tendances révolutionnaires dans le peuple sous n'importe quelle forme. Parce que, en Russie, le parlementarisme n'était pas historiquement liquidé lorsque la Révolution de 1917 commença, l'inspiration des sages de l'État de Moscou n'atteint que la reconnaissance du rôle du parlement à l'intérieur des rapports russes. La dictature de parti bolchevique en Russie n'est ni un État communiste ni une organisation communiste de l'économie. *L'établissement d'une société communiste suppose la constitution des ouvriers en tant que classe, en tant qu'unité homogène*. Or le moment où la classe ouvrière pourra agir comme une unité homogène n'est pas encore arrivé en Russie. Et, étant donné que le rôle d'une classe ouvrière homogène pour laquelle il n'y a pas de place là-bas

leur reste incompréhensible, les sages de l'État moscovite ne saisissent pas non plus qu'une dictature de la classe ouvrière ne peut ni s'appuyer sur des parties de cette classe organisées dans les syndicats, ni sur des fractions qui représentent politiquement des fragments de cette classe. En tant que composant qui le complète de la société bourgeoise, le prolétariat grandit au même rythme que le capitalisme s'empare de la production. À un capitalisme pleinement mature d'un pays correspond donc une classe ouvrière mûre pour assumer l'État et l'économie, et elle a besoin à vrai dire pour mener à terme sa révolution d'autres méthodes et d'autres liens organisationnels que la classe ouvrière de pays économiquement aussi peu développés que la Russie et la Chine, le Turkestan et Boukhara.

Cependant, l'accent de la lettre des sages de l'État moscovite n'est pas tant que ça mis sur la critique légère des méthodes antisyndicales et antiparlementaires du KAPD - il est mis bien davantage sur le *feu roulant de gros mots* qu'ils jettent à la tête des « héros de la phrase de gauche du type Wollfheim et Laufenberg », lesquels, « dans le style des pisseurs de copie lamentables du nationalisme allemand », « souillent les cadavres sanglants de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg », tout « en accusant Paul Levi d'avoir, du fait de son agitation, poignardé le front allemand ». « Laufenberg et Wollfheim ne se contentent pas de maudire l'heure de naissance de la Révolution allemande, ils ne se contentent pas de cracher sur les tombes de Liebknecht et de Rosa Luxemburg, ils lavent les mains tachées de sang du capital allemand et de ses bourreaux - Noske, Luettwitz, Maerker, Watter, c'est-à-dire la canaille de la social-démocratie et de l'état-major qui patauge dans le sang du prolétariat allemand ». Ces petits échantillons sont probablement suffisants. Mais il faut dire pour les fines bouches littéraires et les amateurs d'incantations ayant du style que la lettre du Comité Exécutif de Moscou soutient, pour ce qui concerne la beauté et la puissance d'une langue poétique, la comparaison avec les psaumes les plus sublimes du défunt roi David, ce harpiste très connu qui conduisait la danse sacerdotale devant l'arche d'alliance du Seigneur, et qu'on peut l'avoir à bon compte dans toute librairie performante pour quelques sous.

En outre, cette digne épître commence par un mensonge indigne. Les auteurs prétendent en effet sciemment que nous aurions *provoqué la scission du Parti Communiste* à Heidelberg. À l'encontre de cette falsification de l'histoire, il est établi que Levi, avec son souffleur Radek, avait décidé de la scission antérieurement, qu'il était résolu dès le début de la Conférence à l'accomplir en toutes circonstances, que Radek chercha toutefois, par peur de son propre courage, à empêcher au dernier moment la scission par une lettre, une intention qui fut déjouée quand le contordre parvint paraît-il trop tard dans les mains du destinataire. Nous n'avions aucune raison de provoquer la scission étant donné que, conformément à toute notre politique, nous soutenions seulement le droit d'auto-détermination des adhérents contre un appareil de parti bureaucratique, et que la majorité écrasante des membres partageait à cette époque notre opinion sur tous les points essentiels. Mais nous avions aussi peu de raison de contrecarrer les visées de scission qui existaient chez Levi parce que, premièrement, nous ne pouvions avoir aucun intérêt à nous trouver avec cet homme dans une organisation, et parce que, deuxièmement, le communisme et le spartakisme sont des contraires inconciliables qui n'ont pas leur place dans une organisation unique. Si, malgré tout, le Comité Exécutif de Moscou et les autres sages de l'État moscovite ne se lassent pas de confondre continuellement les concepts de communisme et de spartakisme, ils montrent seulement en cela qu'ils ne disposent encore pas des bases initiales de la politique et de l'orientation communistes, ce pour quoi l'arriération économique et politique de la Russie constitue une excuse suffisante.

Et parce qu'ils ne sont pas capables de regarder au-delà du cadre étroit du modèle du parti, il leur semble que c'est la tâche la plus importante pour tout communiste de se rapprocher des ouvriers de l'USP afin de les élever au degré de connaissance que procurent la Ligue Spartakus en Allemagne et le parti des bolcheviks en Russie. Selon la conception des sages de l'État moscovite, la tâche la plus importante de tout communiste revient par

conséquent à une *agitation de parti la plus facile et la plus superficielle*, à la simple chasse aux adhérents pour le parti prolétarien qui est encore le plus petit jusqu'à présent. Et pour faciliter aux spartakistes d'Allemagne cette tâche la plus importante, le Comité Exécutif de Moscou a, grâce à un oukase qu'il a incorporé aux lignes directrices pour l'adhésion à la soi-disant Troisième Internationale qu'il a construite, fait en sorte d'imposer aux masses ouvrières de l'USP de prêter serment d'allégeance au triomphateur de la Deuxième Internationale, Paul Levi, et de se joindre à ses partisans, si elles veulent bénéficier elles aussi de la faveur d'être éclairées par le soleil de Moscou et enrichies par le rouble tsariste.

Une politique, qui vise à faire entrer le prolétariat allemand révolutionnaire dans un parti spartakiste comme un troupeau de moutons dans sa bergerie, doit naturellement s'attaquer avec les propos blessants les plus furieux aux personnes du mouvement ouvrier qui propagent, en tant qu'idées fondamentales de l'orientation communiste, la conception selon laquelle *la politique étatique et nationale prolétarienne ne commence que là où s'arrête la politique de parti*. C'est pourquoi le digne Zinoviev répète les mensonges puérils que Radek, qui lui n'est pas du tout enfantin, a déjà fait courir en novembre de l'année passée lorsqu'il s'irritait à propos de notre texte : *Guerre nationale révolutionnaire ou guerre civile contre-révolutionnaire*, parce qu'il dérangeait fâcheusement ses tours et ses trucs diplomatiques, ses manigances financières pacifistes facturées à l'Angleterre. Nous aurions encore fait de la propagande hier pour la paix civile avec la bourgeoisie allemande, nous n'aurions pas aspiré à une véritable république des conseils, mais à un simulacre de république des conseils, parce que nous voulions accorder le droit de vote à tous les paysans, quelle que soit la grandeur de leur propriété foncière. Nous aurions préparé une coalition avec la bourgeoisie nationaliste et le corps des officiers dans le but d'une guerre d'agression contre l'Entente. Et ce point de vue nationaliste-petit-bourgeois nous conduirait naturellement à lutter contre l'Internationale Communiste. Ce dernier crime serait commis grâce à la fourniture de la preuve selon laquelle le triomphateur de la Deuxième Internationale, Paul Levi, *poignardait en octobre 1918 le front allemand afin d'empêcher qu'il ne se transforme d'un front impérialiste en un front révolutionnaire*. Comme chacun le sait, l'agent du capital financier international Paul Levi, contre la volonté unanime des représentants de tous les groupes révolutionnaires dans le pays, fit parvenir au front, grâce à l'appareil de la Ligue Spartakus, le mot d'ordre selon lequel la révolution appelait aux désertions de masse et selon lequel c'est avec ces désertions de masse que la révolution commençait au front. Le digne Zinoviev couvre expressément ce mot d'ordre de l'agent du capital financier international Paul Levi, et il considère même comme nécessaire d'aider le capital anglo-saxon à obtenir la victoire, et que l'on provoque la défaite de son propre pays. C'est que le Comité Exécutif de Moscou ressentait la nécessité de se préoccuper du fait que la Révolution allemande se décide à un moment où la défaite militaire de l'Allemagne et son désarmement n'étaient pas encore consommés, où la défaite et le désarmement de l'armée signifiaient la défaite au niveau de la politique mondiale et le désarmement de la Révolution allemande, car son accomplissement victorieux constituait la condition préalable pour que, dans les pays de l'Entente également, le capitalisme ne puisse pas se remettre après les dures secousses et les ébranlements de la guerre! Avec l'approbation expresse après coup du Comité Exécutif moscovite de la soi-disant Troisième Internationale, l'activité révolutionnaire de la Ligue Spartakus revenait à garantir, avec la défaite du capital industriel allemand nationalement organisé, la victoire du capital financier international.

Et cette approbation expresse de la politique extérieure de la Ligue Spartakus correspond à l'approbation expresse de ses *méthodes de politique intérieure*. Il était par conséquent vrai que la Ligue Spartakus organisait les déserteurs en tant que déserteurs, qu'elle avait créé avec eux la fameuse "Ligue des Soldats Rouges" et en avait fait sa garde de parti, qu'elle confrontait cette garde partout où elle le pouvait à l'armée révolutionnaire de retour, qu'elle décriait toutes les formations militaires du pays comme étant "contre-

révolutionnaires", qu'elle étiquetait, du fait de l'antagonisme de la "Ligue des Soldats Rouges" avec elles, du nom de "garde blanche" toutes les formations régulières avant que des corps de troupes de véritable garde blanche n'aient été du reste encore disponibles dans le pays. L'exemple donné par la Centrale berlinoise de la Ligue Spartakus fut aussitôt imité dans plusieurs endroits du pays où la Ligue Spartakus influençait la politique révolutionnaire, et, dans tous ces lieux, des gardes blanches destinées à réprimer les formations du parti spartakiste furent alors créées par le gouvernement social-démocrate en liaison avec les généraux. Mais dans tous ces lieux se déclencha aussitôt également la guerre civile qui, après le soulèvement réalisé victorieusement en Allemagne, a été depuis le premier jour non pas un moyen de la révolution contre la bourgeoisie, mais l'arme de la contre-révolution qui se rassemblait contre la classe ouvrière victorieuse. Le fait que nous ayons rendu impossible cette guerre civile à Hambourg, au point de départ et au centre de la Révolution allemande, pour la bonne raison que nous n'avons pas laissé se former les gardes du parti spartakiste et qu'ensuite nous avons empêché la centralisation de la dictature militaire dans le pays tout entier par la politique que nous avons choisie, c'est en cela que réside en réalité notre grave crime contre l'Internationale Communiste et contre la Révolution allemande. Et cette attitude ne peut bien sûr sembler un crime qu'à ceux qui sont d'avis que la tâche de la Révolution allemande consistait à aider le capital financier international à vaincre y compris en Allemagne. Ce sont ces couches qui se rassemblaient autour de la démocratie formelle, et non pas le capital industriel organisé nationalement fracassé par la guerre et la révolution - ce sont ces couches-là qui, groupées autour du capital financier, ont été depuis le premier jour du chamboulement l'unique adversaire dangereux de la révolution, ce sont elles et pas autre chose qui ont été la contre-révolution allemande soutenue par la Société des Nations.

Les sages de l'État moscovite couronnent leurs tirades poétiques par le fait qu'ils demandent notre exclusion du Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne (KAPD). Une grossière manœuvre de diversion. En effet, ils essaient, avec ce geste génial, de cacher le fait *qu'ils osent ne pas prêter la moindre attention aux lourds reproches faits à Paul Levi*. Cet homme, qui a été stigmatisé publiquement, oralement et par écrit, comme le Judas et l'Azèv de la Révolution allemande, comme un agent provocateur international, comme un agent du capital financier, comme un organisateur de la guerre civile, comme un allié de l'espion anglais Trebitsch-Lincoln et de la clique de Ludendorff qui était derrière ce dernier, eh bien le Comité Exécutif de Moscou le prend non seulement sous l'aile protectrice d'une Internationale qui s'appelle communiste, mais il nomme cet homme dès maintenant *dictateur de l'Allemagne* au lendemain de la révolution afin que, après l'achèvement du rattachement centraliste du pays, il administre en tant que satrape russe cet État marginal. Il serait injuste d'attendre d'une politique qui recueille l'héritage du tsarisme plus de probité qu'elle ne peut en avoir vu l'état de sa situation. Mais si le fait de faire équipe avec une personne comme Paul Levi, que des faits indiscutables font déchoir en raison d'une marque infâmante, est considéré dans le monde entier comme une monstruosité, pourquoi donc ce non-respect inhabituel, même pour le milieu moscovite, des évidences les plus élémentaires relatives à l'attitude et à la direction politiques? Cette question s'impose d'autant plus que Karl Radek, sous la responsabilité et à l'instigation duquel le Comité Exécutif de Moscou a pris ces décisions, ne fait pas il est vrai grand cas de la probité, mais possède au contraire suffisamment d'instinct de magouilleur politique pour ne pas se compromettre inutilement.

Étant donné que l'organisation spartakiste de l'État, c'est-à-dire la centralisation des moyens économiques d'un pays sous le despotisme d'un petit cercle, va dans le sens des besoins du capital financier international, il arrivera nécessairement le moment où les deux commenceront à se rapprocher. Cela se produira dès qu'il apparaîtra que le bolchevisme n'est pas à même d'amorcer l'édification d'une société communiste, et dès que les contradictions s'aiguïseront de nouveau de manière dangereuse dans la Société des Nations, comme c'est le

cas entre l'Angleterre et l'Amérique d'une part, le Japon et la France d'autre part, et comme c'était prévisible à partir du jour où la France s'est opposée à la réalisation de la Société des Nations au sens anglo-américain. La tendance orientée vers l'arrangement entre le bolchevisme et le capital financier international fut agréée consciemment par Radek. Il est le véritable représentant de cette politique qui revient à la conciliation de la Révolution russe avec l'impérialisme anglais sous la forme d'un "modus vivendi"; ce sont des tentatives qui trouvèrent leur complément pour l'Allemagne dans la politique que les Kapp-Lüttwitz et Ludendorff essayaient de concrétiser sous l'égide de Trebitsch-Lincoln, de la même façon que Radek par la suite, pendant sa détention à Berlin, fut en relation avec la clique de Ludendorff, à tel point qu'il reçut un représentant de ce dernier dans sa cellule en vue de pourparlers secrets. Si cette politique avait pu s'appliquer intégralement en Russie et en Allemagne, le redressement de la Société des Nations au sens anglo-américain se serait accompli. Mais ce qui est sûr, c'est que ce n'est pas le capital national anglais, mais un capital d'un tout autre genre, en tant qu'élément le plus puissant, qui aurait fait pencher la balance politique et qui aurait déterminé la direction de l'évolution ultérieure. Ces indications rendent aisément compréhensible la raison pour laquelle Radek ne veut et ne peut pas se passer dans son jeu de ce pion dans lequel les intérêts de l'Internationale russe et de l'Internationale dorée se touchent et se croisent dans le pays qui est déterminant pour la poursuite de la révolution.

Cela fait longtemps que Karl Radek n'est pas inconnu dans le mouvement ouvrier allemand. Il était considéré avant la guerre, dans un cercle de littérateurs sociaux-démocrates, comme un bon connaisseur des entrelacs internationaux de la politique mondiale. En revanche, il n'entra pas lui-même en contact personnel avec les ouvriers en Allemagne. Là où il se retrouva en relation avec les organisations, ses tentatives d'approche du prolétariat ne se déroulèrent pas de manière particulièrement heureuse. À cause d'une sentence d'exclusion que la social-démocratie polonaise avait rendue contre lui sur la base de fautes soi-disant personnelles, deux congrès du Parti Social-démocrate d'Allemagne s'occupèrent de lui. La vérification objective des accusations qui avaient été portées contre lui a été rendue impossible par le fait que son activité littéraire était embarrassante pour les instances du parti. August Bebel, qui possédait une connaissance des hommes et une perspicacité psychologique qui tapaient généralement dans le mille, l'a décrit lors du Congrès de Chemnitz comme une personnalité sur les qualités morales de laquelle il n'existait aucune divergence de vue, et à laquelle il ne voulait pas faire l'honneur de prononcer son nom. Peu après le déclenchement de la guerre mondiale, Radek se rendit en Suisse où il séjourna jusqu'à la chute du tsarisme. Son activité révolutionnaire, à partir d'un pays étranger où il était en sécurité et où donc il n'avait pas besoin, lui un Autrichien de naissance, de se soucier de subir des désagréments pour lui-même, consista à cette époque-là à mener anonymement une politique qui avait pour premier objectif d'aboutir la défaite allemande. En Suisse il eut la chance de trouver en Paul Levi un homme qui, après un court rôle d'acteur de passage dans l'armée allemande, considéra que son devoir était de faire continuellement la navette entre Francfort et Genève, et qui était d'autant plus ouvert à toutes les suggestions de Radek qu'il lui manquait toute qualification pour s'occuper de politique révolutionnaire. Après la chute du tsarisme, Radek joua un rôle à Petersbourg en tant que propagandiste des idées des bolcheviks. Quand le coup d'État d'octobre 1917 réussit et que des pourparlers de paix furent menés, il fut le défenseur de cette opposition qui rejetait la signature du traité de paix de Brest-Litovsk. Son pacifisme ne prévaut apparemment chez lui que lorsque les intérêts du capital financier exigent une orientation pacifiste.

L'éclatement de la Révolution de Novembre l'amena à transférer à nouveau son activité en Allemagne. La politique qu'il entama à Berlin en tant que représentant du gouvernement russe fut guidée par deux motifs principaux. Tout d'abord, il se fixa comme but d'acheter systématiquement la Révolution allemande avec l'argent russe, afin de tenir dans ses mains,

grâce à son appareil financier, le mouvement révolutionnaire en Allemagne et son orientation globale, et de les soumettre aux besoins de sa politique. La subordination de la Révolution allemande à la Révolution russe, de la politique allemande à la politique russe, et, après que la révolution se serait imposée, *la subordination de tout le pays à l'hégémonie russe*, étaient le résultat nécessaire et la conséquence évidente de la politique dans laquelle il s'était lancé. À côté de cela, il poursuivait l'objectif de parvenir en toutes circonstances à conclure la paix avec l'Angleterre. Le "modus vivendi" auquel il aspirait n'a pas d'autre interprétation et ne peut en avoir une autre que la livraison de la Révolution russe au capital financier international auquel la Russie, et donc également l'Allemagne, seraient rattachées au moyen des méthodes capitalistes d'État et des formes pseudo-communistes. Toute politique qui était orientée vers l'atteinte de ces objectifs devait chercher à briser la conscience de soi et l'énergie des masses ouvrières révolutionnaires allemandes. Mais c'est là que *Radek se heurta à l'orientation hambourgeoise* qui avait fait depuis toujours du droit à l'auto-détermination des masses dans leurs organisations, droit qui se déduit directement du principe de l'autonomie nationale en politique internationale, le point de départ de toute politique révolutionnaire.

Déjà avant la Conférence de Heidelberg, Radek avait conspiré en vue de la scission du Parti Communiste quand il s'aperçut que la fusion qui avait eu lieu en hiver sur son ordre était utilisée par nous pour combattre sa politique à l'intérieur de toute l'organisation. Le texte que nous avons rédigé immédiatement après cette conférence sur la guerre nationale et la guerre civile constitua pour lui l'occasion d'entrer alors en guerre contre nous avec tout un déferlement d'articles attaquant notre point de vue. Il fit en sorte que sa polémique falsifie nos idées afin de nous faire apparaître à l'étranger comme des alliés de l'impérialisme allemand et du militarisme prussien, et *pour soulever ainsi les ouvriers du monde entier contre une république des conseils allemande*, dès lors que cette république des conseils prenait sa source dans la force propre de la Révolution allemande et entendait se libérer de l'influence du cercle représenté par les Radek-Levi. Tandis qu'il nous dénonçait comme des bellicistes, une dénonciation qui fut reprise par la presse social-démocrate et pacifiste de tous les pays, il prônait lui-même une politique qui est synonyme d'une trahison pure et simple de la Révolution allemande. Il exige la reconnaissance de principe du Traité de Versailles par le prolétariat allemand et un accord de principe avec la bourgeoisie étrangère concomitant avec la terreur le plus sévère exercée contre la bourgeoisie allemande et l'intelligentsia allemande. Les moutons crédules de l'USP veulent se persuader malgré tout que la politique de Radek, même si elle est erronée, repose sur une conviction révolutionnaire sincère. Celui qui, à l'intérieur de la révolution montante, exige une politique qui soit orientée manifestement vers l'endiguement de toutes les forces révolutionnaires afin de conserver à la bourgeoisie étrangère son statut qui est établi par le capital financier international, celui-là doit endurer qu'on le juge, non pas sur des phrases, mais uniquement selon ses actes.

Parce que cela arrangeait sa politique pacifiste et favorable au capitalisme financier, Radek ne recula pas devant la falsification la *vieille théorie communiste*. Dans l'intérêt de sa politique, il contesta que, malgré la division en classes de tous les peuples, *tout peuple constitue un tout* et qu'en tant que tel un peuple possédait des *intérêts nationaux*. Cette construction théorique ne l'empêchait cependant pas ensuite de sonner de la trompette en Russie en faveur de la guerre populaire nationale contre la Pologne. Tandis qu'il prétendait en Allemagne que, depuis l'apparition de l'impérialisme, les guerres nationales n'étaient plus possibles en Europe, tandis qu'il rejetait par principe la guerre nationale en Allemagne, bien qu'elle ne puisse, dans ce pays devenue une colonie, être menée que par des moyens révolutionnaires, il chante les vieux généraux tsaristes, qui avouent ouvertement leur aversion pour le communisme, comme des héros nationaux de la guerre révolutionnaire contre la Pologne et il loue cette guerre, que sa chère Angleterre n'avait ni la volonté ni la capacité d'empêcher, comme une guerre vraiment révolutionnaire et une guerre vraiment nationale. En

proclamant la paix civile en vue de cette guerre, y compris avec les nationalistes "sincères" de la contre-révolution, il fait en même temps totalement honneur au pseudonyme K. Radek = Kradek = Voleur, qui dissimule son nom de Sobelsohn, lequel selon toute vraisemblance ne sonnait pas de manière suffisamment distinguée à ses oreilles, et dont il fit l'acquisition parce qu'il croyait ainsi pouvoir rendre ridicule et sans effet ce qu'il y avait de plus suspect parmi les reproches soulevés contre lui dans la sentence d'exclusion de la social-démocratie polonaise. Au même moment, c'est-à-dire au moment où il demande, depuis la Russie, notre exclusion du KAPD à cause de certains raisonnements que nous prônons, il s'approprie les mêmes raisonnements afin de faire des affaires avec le fort courant national, qui traverse à cette époque-là toutes les couches du peuple russe, en vue d'appuyer sa politique et sa position, ainsi que celles de ses amis, bien qu'il sache ou même parce qu'il sait que les deux choses ne sont compatibles ni avec les intérêts internationaux du prolétariat, ni avec les intérêts nationaux du peuple russe.

Alors qu'il continue à aplanir le chemin à la politique mondiale du capital financier, il a fini par accepter d'aller encore pour un moment dans le même sens que l'intérêt national russe. Mais parce qu'il croit pouvoir maîtriser l'idée nationale Russie, il essaie d'étouffer toute autre idée nationale dans la classe ouvrière et il proclame : « *Tous les travailleurs du monde entier doivent être maintenant des patriotes russes* car la Russie est le seul pays dans lequel la classe ouvrière a le pouvoir en mains ».

Nous avons vu ce que ce qu'il en est encore pour l'instant de la domination de la classe ouvrière en Russie. L'exhortation amicale aux ouvriers du monde entier à être des patriotes russes, parce que et tant que Radek considère cela comme souhaitable, ne manquera pas d'ouvrir les yeux des travailleurs de tous les pays sur ce que Karl Radek et ses amis d'un côté comme de l'autre comprennent par révolution prolétarienne internationale.

## VI.

L'éreintement en règle des méthodes bolcheviques nécessite de nous pencher dans ce contexte sur une personnalité qui n'appartient pas au cercle de la clique qui gravite autour de Radek. Mais *Lénine* n'a qu'à s'en prendre à lui-même s'il nous faut le citer dans une étude qui traite d'un personnage comme Levi, d'un pitre comme Zinoviev et d'un magouilleur diplomatique comme Radek. Lénine a trouvé indispensable d'intervenir, sans aucune connaissance précise de la situation allemande et des personnes qui agissent en elle, dans une lutte que la Révolution allemande mène chez elle contre ceux qui la pervertissent. Il s'est fait un devoir, dans un écrit spécial : *La maladie infantile du communisme*, de descendre complètement cette aile de révolutionnaires, qui se trouve en contradiction avec la Ligue Spartakus en tant qu'"opposition", et parmi laquelle il nous compte expressément. Dans la mesure où sa critique est dirigée contre le KAPD en tant que tel, nous n'avons aucun intérêt à répondre à la place des sommités de ce parti. Mais dans la mesure où c'est notre propre point de vue qui est mis en question, point de vue global et que nous avons étayé depuis l'éclatement de la guerre dans de nombreuses publications, nous ne pouvons pas conclure le texte présent sans au moins effleurer ces points dont cela vaut encore la peine de se préoccuper, même pour les lecteurs allemands.

Lénine évite amplement une discussion réelle et sur les principes de notre politique. Il ne parle pas une seule fois des principes que nous avons présentés à la Conférence de Heidelberg concernant la question du parlement et celle des syndicats, mais il se contente de polémiquer contre la formulation erronée que les Hollandais en ont donnée. Lénine ne s'occupe pas non plus de l'Adresse des Hambourgeois et de ses explications dans ce que l'on a

dénoté les articles d'Erlér<sup>(\*)</sup> dans la *Hamburger Kommunistische Arbeiterzeitung*, bien qu'il ait dû d'autant plus le faire que ce texte et les articles qui l'ont suivi étaient devenus le point de départ d'une polémique qui traversait toute la soi-disant Troisième Internationale. De la même façon, il fait tout pour éviter de présenter ne serait-ce que d'un mot la situation allemande particulière dans la révolution mondiale, ou de dévoiler et d'analyser les racines historiques de la Révolution allemande. La mauvaise habitude de remplacer, sur la base de l'exemple russe, l'analyse critique d'une société donnée par une construction théorique implique le fait que Lénine ne comprend ni la situation extérieure, ni la situation intérieure de l'Allemagne. Il ne voit pas que *l'Allemagne est aujourd'hui une colonie du capital financier international*, colonie qui se comporte par rapport à la Société des Nations de la même manière l'Inde par rapport à l'Angleterre, et que le capital financier international s'est fixé comme but l'anéantissement complet de l'économie allemande, dont la réalisation ne peut être empêché que par la Révolution allemande. Et il ne voit pas dans la situation intérieure de l'Allemagne que la tentative de consolider un État bourgeois à la suite d'un État des princes allemand a échoué et que l'État prolétarien représente aujourd'hui la seule forme d'État encore possible pour l'Allemagne. Et c'est parce qu'il ne reconnaît pas ce fait qu'il ne voit pas non plus que les formes politiques qui ont pu être appliquées ou momentanément écartées en fonction du rapport des forces entre les classes en Russie sont une impossibilité pour l'Allemagne. Le fait de la décomposition de toutes les organisations bourgeoises-démocratiques, qui touche naturellement aussi les partis, est un produit du développement social lui-même, lequel ne peut être stimulé ou perturbé par aucun commandement révolutionnaire. Les syndicats ne sont plus déjà depuis longtemps des organes de la lutte de classe prolétarienne, mais des piliers de l'économie capitaliste, et ils font radicalement abstraction, du fait de leur politique d'ensemble, des intérêts d'une grande couche de la classe ouvrière, les soi-disant *travailleurs intellectuels* qui représentent une partie essentielle de la classe ouvrière dans tous les pays développés. Isolée du mouvement de la classe ouvrière comme elle l'était jusqu'à présent, et pour cette raison d'autant plus fortement attirée par la société bourgeoise tant que celle-ci est florissante, c'est cette couche qui, avec la déroute de l'économie, se sent le plus fortement déracinée et qui cherche justement maintenant à effectuer son rattachement au mouvement communiste. *C'est précisément ce mouvement-là qui constitue la caractéristique la plus frappante de la situation allemande actuelle*, et cela a un effet indécemment comique sur tout être humain qui pense politiquement lorsqu'un homme comme Lénine ne reconnaît dans le mouvement ouvrier que l'engrenage-parti et l'engrenage-syndicat, mais qu'il n'a aucune compréhension pour *l>Allgemeine Arbeiterunion* (AAUD) et qu'il ne fait pas la moindre allusion aux travailleurs intellectuels.

Les événements antérieurs de la Révolution russe ne peuvent donc être expliqués que par le fait qu'il n'y avait pas encore de bourgeoisie solidement établie dans la Russie tsariste arriérée, et cela signifie une *surestimation naïve de l'exemple russe* quand Lénine présume que le mouvement révolutionnaire dans tous les pays devrait être jugé selon les critères russes. *Les conseils russes eux-mêmes ne sont pas une invention spécifique russe*. Tout à fait en dehors du fait que les conseils sont, à toutes les époques, les organes de toutes sortes d'autogestion, l'idée des conseils ouvriers modernes de la classe ouvrière russe a été transmise par les organisations de compagnons allemandes. Des conseils locaux de compagnons constituaient à l'époque des corporations la direction de la lutte partout où plusieurs corps de métiers se trouvaient en même temps en conflit. C'est de ces conseils de compagnons, qui se dénomment aussi purement et simplement conseils ouvriers depuis le milieu des années soixante du siècle dernier en Allemagne du Nord, que proviennent les cartels locaux avec le développement des syndicats libres en Allemagne. En tant que premiers germes d'une organisation ouvrière internationale, ces organisations corporatives de compagnons s'étendent

---

(\*) Erlér était le pseudonyme d'Heinrich Laufenberg. (NdT).

en Allemagne, au Danemark, en Suède méridionale et dans les provinces baltes de Russie. Dans le mouvement ouvrier anglo-américain, le terme "conseil" s'est maintenu sous l'appellation de *council* pour les cartels locaux. Lorsque Lénine croit en outre que c'est le soi-disant apprentissage marxiste qui a rendu le bolchevisme russe capable de s'approprier le dernier cri en matière d'expériences politiques américaines et européennes, ses explications démontrent précisément qu'il n'a pas encore éprouvé le moindre soupçon de l'esprit qui guide les méthodes politiques et économiques surtout du mouvement ouvrier américain, esprit selon lequel la politique ouest-européenne et américaine en général renonce ne serait-ce qu'à discuter des questions que Lénine traite encore comme des problèmes dans son livre. La théorie d'un Marx ne se réduit pas à une fossilisation intellectuelle; elle suppose au contraire une création autonome quotidienne grâce à son propre mode de pensée dialectique. Et en tout cas cela ne correspond pas à la méthode de la pensée dialectique de mettre à la place de la recherche des nécessités sociales immanentes des directives et des commandements d'une Centrale qui croit pouvoir diriger et orienter le développement révolutionnaire du monde selon ses besoins et ses souhaits subjectifs.

La compréhension la plus élémentaire de la théorie marxiste de la valeur aurait dû faire comprendre au parti bolchevik que des activités qui sont intégrées au processus de production comme socialement nécessaires ne peuvent pas être jugées comme improductives et que, par conséquent, *la dictature prolétarienne doit nécessairement englober toutes les couches comme des piliers égaux en droits de cette dictature, piliers dont le travail est nécessaire pour le maintien de la société*. Toute tentative de faire entrer une activité hautement qualifiée sous la domination du "poing calleux" devait avoir nécessairement pour conséquence la résistance des couches concernées et cela selon les règles de la conception matérialiste de l'histoire qui est de son côté le fondement du principe de la lutte des classes. On ne peut pas être plus éloigné d'un "apprentissage marxiste" concernant un parti qui, lors du premier devoir devant lequel il se vit placé, s'empêtrait déjà dans une contradiction insoluble avec les lois fondamentales de la lutte des classes elle-même. Il ne s'agit pas pour la révolution prolétarienne d'éliminer les travailleurs intellectuels, de les mener sous le knout ou bien de leur fracasser le crâne. Il s'agit au contraire de les *organiser*. Seuls celui qui organise les travailleurs intellectuels peut organiser l'État et l'économie, et seul celui qui organise l'État et l'économie peut intégrer par des moyens de pouvoir étatiques les travailleurs intellectuels dans un cadre de classe prolétarien, afin de fondre, par l'organisation communiste de la société, par l'école unique et par celle du travail, le travail manuel et intellectuel en un bloc indissoluble.

En ce qui concerne la grande sagesse de Lénine, à savoir qu'un parti révolutionnaire doit travailler de manière légale ou illégale, ou les deux en même temps, en fonction de la situation, c'est en effet l'abc de tout mouvement révolutionnaire et c'est précisément en cela que réside la raison pour laquelle la classe ouvrière allemande a déjà usé les semelles des bottes de ses enfants à appliquer cette sagesse durant la loi contre les socialistes. Si, à la fin de la loi contre les socialistes, les plans de Bismarck étaient arrivés à se réaliser, la réponse de la classe ouvrière à la suppression préméditée du droit de vote au Reichstag aurait vraisemblablement été le soulèvement général. Ce soulèvement n'aurait pu se terminer que par l'écrasement de la classe ouvrière ou par la mise en fuite des princes et des junkers, et, dans ce dernier cas, la classe ouvrière allemande aurait été en situation, sous la direction de Bebel et de Liebknecht, et avec l'orientation de son aile radicale, de s'emparer du pouvoir de l'État. Mais, dans un tel cas et sur la base du niveau antérieur de développement, elle se serait trouvée dans une situation analogue à celle des bolcheviks en 1917, moyennant quoi cependant il n'est pas du tout dit que la vieille social-démocratie aurait cherché à être à la hauteur de sa tâche avec les mêmes moyens primitifs. Mais il va absolument de soi en effet que pour l'Allemagne d'aujourd'hui, après son énorme développement à l'époque de

l'impérialisme, les méthodes spécifiquement russes de la dictature prolétarienne ne peuvent plus entrer en ligne de compte.

C'est ainsi également que tout le bavardage de Lénine sur la question : masse, parti et classe, est réglé. *La forme suprême de l'organisation d'une classe n'est justement pas le parti, mais l'État lui-même.* Et, en Allemagne, la dictature prolétarienne sera l'organisation de la classe ouvrière tout entière sur la large base de la démocratie prolétarienne - ou bien elle ne sera pas. Le contradiction entre la démocratie et la dictature n'existe en Allemagne que dans le radotage de parti de la Ligue Spartakus. Il y a ou bien la démocratie bourgeoise ou bien la démocratie prolétarienne - et par conséquent ou bien la dictature de la bourgeoisie ou bien la dictature de la classe ouvrière. La démocratie bourgeoise et le pouvoir d'État qui lui correspond se fondent sur la propriété et le cercle politique. La démocratie prolétarienne et l'État qui lui correspond s'édifie sur le travail et sur l'entreprise.

Dans la partie de son écrit qui traite de *la défense du pays dans la guerre mondiale*, nous avons cherché vainement un exposé clair de ce que Lénine entend sous le terme de défense du pays. Il parle à un endroit de l'ajustement de la politique bolchevique sur la défaite du tsarisme. Mais de provoquer cette défaite était bien sûr le premier objectif évident de toute politique russe révolutionnaire, de même que la Révolution allemande devait commencer par la mise en fuite des princes allemands. Il aurait déjà pu cependant retirer des écrits et des lettres de Lassalle sur la guerre italienne l'idée que la guerre des princes et la défense du pays sont des choses qui ne peuvent être guère jetées dans un même sac, s'il avait trouvé les textes de cet agitateur allemand digne de son attention. Lassalle était favorable à cette époque-là à la participation des princes allemands, aux côtés de la maison des Habsbourg, à la guerre contre l'Italie et Napoléon III, parce qu'il prévoyait et souhaitait que les princes allemands y recevraient de bons coups et qu'une telle issue de la guerre provoquerait la révolution en Allemagne, à laquelle il attribuait ensuite la tâche d'organiser la défense du pays contre Napoléon. Appliquée à la position allemande durant la guerre mondiale, cette tactique signifiait que ce devait être l'affaire de la révolution allemande elle-même de fracasser le pouvoir des princes et que cette tâche ne pouvait pas être abandonnée à l'étranger parce que la guerre d'alors était une guerre d'un type que Lassalle considérait comme franchement catastrophique car elle n'entraînait pas sur le champ de bataille, les uns contre les autres, les princes contre les princes ou les capitalistes, mais les peuples eux-mêmes. C'est précisément parce que les peuples se combattaient sous le pouvoir de leurs classes dominantes que le pouvoir en vigueur dans le pays du vainqueur devait s'accroître de ce que le pays vaincu perdait en puissance. C'est pourquoi, du point de vue international du mouvement ouvrier, le mouvement révolutionnaire ne pouvait favoriser la victoire d'aucun des adversaires en lutte, mais il devait engager toute sa force en vue de la révolutionnarisation de son propre pays et de son propre peuple *afin de transformer le caractère de la guerre après la victoire de la révolution dans un pays.* Mais il résultait justement de cela la nécessité établie pour les travailleurs de tous les pays, indépendamment de leurs souhaits et sentiments, de se placer sous le commandement de l'armée afin d'entamer l'œuvre révolutionnaire de propagande aussi bien dans l'armée que dans le pays et parmi le peuple, propagande qui devait être orientée vers la transformation de la guerre d'une guerre de brigandage impérialiste en une guerre de défense révolutionnaire, et qui pour cette raison ne pouvait pas souhaiter la défaite de son propre pays et de son propre peuple parce que la défaite consommée excluait la victoire de la révolution dès lors qu'elle dévastait les zones économiques et désarmait le pays et le peuple. Cette politique avait aussi peu à voir avec le social-chauvinisme (que Lénine assimile, à un autre endroit, tout simplement à la défense du pays dans la guerre mondiale) qu'elle faisait de l'ouverture immédiate de la lutte *contre la paix civile* le point de départ de son activité révolutionnaire, tandis que les sociaux-chauvins cherchaient à enchaîner indissolublement le destin de la classe ouvrière de leur propre pays au destin de la bourgeoisie de leur pays afin

précisément d'empêcher la révolution et d'observer la paix civile par une propagande simultanée contre les bourgeoisies des autres pays.

Mais étant donné que Lénine ne reconnaît pas que c'est justement la classe révolutionnaire qui a un intérêt à *la liberté et à l'indépendance du pays* qu'elle se dispose à conquérir pour elle-même, il est également confronté sans la comprendre à la position de l'aile révolutionnaire de la classe ouvrière allemande par rapport à la paix de Versailles. Il donne à la classe ouvrière allemande le conseil amical de se résigner au traité de Versailles parce « qu'il n'y a rien d'impossible à ce que l'Allemagne soviétique, alliée à la Russie soviétique, supporte avec profit pour la révolution une plus longue existence du traité de Versailles ». C'est ce même homme dont le cercle très étroit a porté contre nous l'accusation selon laquelle nous préparons un faux-semblant de république des soviets. Les paroles de Lénine sont en soi si monstrueuses et elles confortent tellement la politique, que nous avons stigmatisée, de la clique Trebitsch-Levi-Radek, que l'on ne peut se les expliquer chez une personnalité aussi au-dessus de tout soupçon que si Lénine n'a pas la moindre idée de la situation allemande d'ensemble, que s'il a été induit en erreur intentionnellement par les instigateurs de la clique de Radek et que s'il a été poussé sur une ligne politique qu'il aurait repoussée de lui-même avec indignation dès qu'il aurait eu connaissance ne serait-ce que de loin du but pour lequel on a abusé de son nom et de sa réputation. *Une République des conseils allemande qui laisserait la paix de Versailles intacte serait une comédie lamentable, jouée sur le dos de la classe ouvrière allemande par les agents de la Société des Nations.* Il est certain que celle-ci peut, lorsque le pouvoir d'État bourgeois se délite chaque jour davantage, en arriver à l'idée d'obliger, grâce à un "gouvernement ouvrier pur" et à une constitution des conseils décrétée d'en haut, les masses laborieuses d'Allemagne à remplir les obligations assumées par le gouvernement social-démocrate, et il est même possible en effet que cela corresponde aux intentions d'un Levi, d'un Trebitsch et de leurs instigateurs. Mais la Révolution allemande n'a rien à voir avec les sales manœuvres mystificatrices des spéculateurs en Bourse roublards et des avocats véreux futés. La Révolution allemande dirige son attaque frontale justement contre ce capital financier quand les entrepreneurs allemands et leur État apparaissent comme les négriers et les sbires de ce même capital financier. *Et chaque coup que la classe ouvrière allemande assène à l'État bourgeois et aux entrepreneurs allemands est une attaque directe contre le capital financier international, et par conséquent contre la Société des Nations.* La reconnaissance de la paix de Versailles, cela veut dire la reconnaissance des décisions prises lors de la Conférence de Spa, cela veut dire assumer l'obligation de désarmer le pays et le peuple, cela veut dire la castration et l'étranglement volontaires de la Révolution allemande par la classe ouvrière elle-même. Notre politique suppose pour sa mise en œuvre le soulèvement armé dans toutes les régions allemandes et ce soulèvement est en même temps l'insurrection nationale contre la domination étrangère et l'insurrection prolétarienne pour la Constitution des conseils. Et sans cette insurrection menée jusqu'à la victoire, il n'y aura pas de République des conseils en Allemagne. Mais c'est précisément pour cette raison que, dès le premier jour de son existence, la République des conseils allemande sera l'objet des attaques furieuses de toutes les bandes de gardes blancs de la terre.

Tel est le contenu de cette orientation révolutionnaire qu'une clique soutenue par le capital financier a l'audace de qualifier de trahison de l'Internationale prolétarienne. Nous souhaitons à Lénine qu'il puisse réussir à voir à travers les voiles épais qu'un groupe de pirates de la révolution a déployés devant ses yeux. Nous souhaitons cela franchement et sincèrement, non pas pour appuyer notre politique qui n'a pas besoin de ces soutiens, mais pour lui-même.

\* \* \* \* \*

Les *formes russes de la dictature* s'expliquent par le fait que, en Russie, les tout premiers débuts d'un développement bourgeois existaient à peine lorsque, dans la tempête de la révolution, une avant-garde du prolétariat s'empara de la barre du pouvoir d'État. Les difficultés russes proviennent du fait que *l'économie bourgeoise y est certes endiguée*, mais qu'elle n'est pas liquidée. Et c'est pourquoi *la forme bourgeoise de la politique* n'y est pas non plus liquidée.

L'économie russe a besoin du *travail allemand*. La Russie ne peut puiser que dans un pays pleinement mature du point de vue capitaliste, et hautement développé du point de vue industriel, les formes pour l'organisation du travail et le développement de l'industrie, de la technique et du transport, qui sont nécessaires à sa structure économique. Ceux qui connaissent l'économie russe savent que la Russie a un besoin pressant du travail allemand et que le travail allemand est plus indispensable à la Russie que l'or.

Les *travailleurs allemands* de toutes les couches se rendront volontiers en Russie. Mais ils iront là-bas en tant qu'hommes libres. C'est seulement après la victoire de la Révolution allemande que les travailleurs allemands migreront en masse en Russie, c'est seulement donc lorsqu'un *État prolétarien fort se trouvera derrière eux* qu'ils seront en mesure de fournir à la Russie ce dont elle a un besoin urgent.

Mais les travailleurs allemands seront des *Allemands également en Russie*. Ils ne sont ni des moujiks, ni des Chinois, et ils ne souhaitent pas le devenir.